

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade  
et Sylvain Mary (dir.)

*Jacques Foccart :  
archives ouvertes (1958-1974)*

*La politique, l'Afrique et le monde*

Contenu de ce document : Félix Houphouët-Boigny, le ministre français qui est devenu chef d'État en Côte d'Ivoire . Frédéric Grah Mel

« Les archives répondront un jour à vos questions », riposte Foccart pour ne pas en dire plus sur l'opération « Homo » du SDECE contre le Camerounais Félix Moumié en 1960. « Foccart est au parfum », s'écriait-on déjà, à tort et à travers, en pleine affaire Ben Barka en 1966, comme une invocation protectrice immanente mais invisible. Rarement un homme a-t-il suscité autant de fantasmes dans l'histoire contemporaine de la France. Le plus proche collaborateur du général de Gaulle à l'Élysée reste dans l'imaginaire collectif l'homme aux lèvres scellées. Malgré la publication au crépuscule de sa vie de deux tomes d'entretiens et de son *Journal de l'Élysée*, l'image sulfureuse du chef « barbouze » qui emporte dans sa tombe les secrets de la République a longtemps prévalu. C'était ignorer qu'un demi-kilomètre d'archives produites par Foccart et ses collaborateurs au sein de son secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, ancêtre de la cellule Afrique de l'Élysée, avait été collecté par les Archives nationales à partir de 1977.

Au terme de douze années de travail de classement, les Archives nationales ont publié en 2015 l'inventaire des archives du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, dit « fonds Foccart ». Un programme de dépouillement a été mené par des équipes de chercheurs spécialisés dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République, celle des outre-mer et celle de l'Afrique contemporaine. L'exploitation de ces sources offre un nouvel éclairage sur le mythe Foccart, l'histoire de la création de la V<sup>e</sup> République, l'invention des DOM-TOM dans les Antilles, l'océan Indien et le Pacifique, et enfin l'histoire de la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et de ce qu'il est convenu d'appeler la « Françafrique ».

Couverture : Premier sommet France-Afrique, dit réunion franco-africaine de l'Élysée, Paris, 13 novembre 1973. Accueil d'Omar Bongo, président gabonais, par Jacques Foccart (AG/5(F)/3285) © Archives nationales (France)

ISBN de ce document :

979-10-231-3403-2



**ARCHIVES  
NATIONALES**



# JACQUES FOCCART : ARCHIVES OUVERTES

# Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussière et Olivier Forcade

## Dernières parutions

*Soldats de la loi. La gendarmerie au XX<sup>e</sup> siècle*

Jean-Noël Luc (dir.)

*John Foster Dulles. Secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe*

François David

*L'Afrique indépendante dans le système international*

Émilie Robin-Hivert & Georges-Henri Soutou (dir.)

*Jacques Seydoux diplomate (1870-1929)*

Stanislas Jeannesson

*Louis Jacquinot, un indépendant en politique*

Julie Bour, Olivier Dard,

Lydiane Gueit-Montchal et Gilles Richard (dir.)

*Penser le système international (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle).*

*Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou*

Éric Bussière, Isabelle Davion,

Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.)

*L'Aéronautique militaire française outre-mer (1911-1939)*

Jean-Baptiste Manchon

*Les Guerres balkaniques 1912-1913*

Jean-Paul Bled et Jean-Pierre Deschodt (dir.)

*Sortir de la guerre*

Michèle Battesti et Jacques Frémeaux (dir.)

*La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, co-acteurs de la sécurité publique sous la Troisième République (1870-1914)*

Laurent López

*Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais,*

*soldat de la Grande Guerre*

Nadine-Josette Chaline

*Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA*

Mathieu Dubois

*De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)*

Paul de Villelume; édition établie par Simon Catros

*Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours*

Jean-Noël Luc et Arnaud-Dominique Houte (dir.)

*Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.*

*Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales*

Olivier Zajec

*La Grande Guerre des assiettes*

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

Jacques Foccart :  
archives ouvertes  
(1958-1974)

La politique, l'Afrique et le monde



Ouvrage publié avec le concours de l'université Paris-Sorbonne  
et de l'Agence universitaire de la francophonie (bureau d'Europe de l'Ouest)

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0560-5  
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2017  
© Sorbonne Université Presses, 2023

Mise en page 3d2s/Emmanuel Marc Dubois (Issigeac)  
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

**SUP**

Maison de la Recherche  
Université Paris-Sorbonne  
28, rue Serpente  
75006 Paris

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

[sup@sorbonne-universite.fr](mailto:sup@sorbonne-universite.fr)

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

PREMIÈRE PARTIE

## Portraits d'acteurs





## FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY, LE MINISTRE FRANÇAIS QUI EST DEVENU CHEF D'ÉTAT EN CÔTE D'IVOIRE

*Frédéric Grah Mel*

Avant de devenir chef d'État et président de la République de Côte d'Ivoire à l'indépendance du pays le 7 août 1960, Félix Houphouët-Boigny avait été présent pendant quatorze années consécutives dans la vie politique française. Il était arrivé en métropole en décembre 1945 pour siéger au Palais Bourbon comme député du 2<sup>e</sup> collège de la Côte d'Ivoire aux Assemblées constituantes d'octobre 1945 et juin 1946.

Après dix années de vie parlementaire, il était entré au gouvernement à la demande de Guy Mollet qui l'avait nommé, le 1<sup>er</sup> février 1956, ministre délégué auprès de la Présidence du Conseil. Jusqu'à l'indépendance de son pays, il ne quitterait plus les lambris et les ors des lieux du pouvoir. S'estimant par autodérision « otage de tous les présidents du Conseil de la troisième législature », il serait présent, en quatre ans (1956-1960), dans six gouvernements successifs de la très instable IV<sup>e</sup> République. Après la chute du cabinet Guy Mollet le 21 mai 1957, il devient tour à tour ministre d'État dans le cabinet Maurice Bourguès-Maunoury du 13 juin 1957 au 30 septembre 1957, ministre de la Santé publique et de la Population dans le cabinet Félix Gaillard du 6 novembre 1957 au 15 avril 1958, ministre d'État dans le cabinet Pierre Pflimlin du 13 au 28 mai 1958, ministre d'État dans le cabinet Charles de Gaulle du 1<sup>er</sup> juin 1958 au 8 janvier 1959, et enfin ministre d'État dans le cabinet Michel Debré du 9 janvier au 21 mai 1959.

Dans le statut de ministre, le travail abattu par Félix Houphouët-Boigny était loin d'être négligeable. Il suffit de signaler son implication active dans l'élaboration de la loi-cadre dont il sera, avec Gaston Defferre, ministre de la France d'Outre-mer dans le cabinet Guy Mollet, l'un des principaux artisans<sup>1</sup>.

1 Dans un hommage à Guy Mollet intitulé « Sa politique africaine », Houphouët-Boigny écrit que la décision prise par ce « grand homme d'État socialiste français [...] en faisant appel à ma personne [...] m'a amené, sur ses instructions, à participer de très près à l'élaboration de la loi-cadre ». Et il ajoute : « C'est Gaston Defferre qu'il chargera directement, dès sa prise de fonction, de l'étude d'une loi-cadre sur les territoires d'outre-mer » (*Témoignages. Guy Mollet 1905-1975*, Paris, Fondation Guy-Mollet, 1977, p. 98).

La loi-cadre était en fait l'aboutissement d'un combat qu'il avait mené avec détermination depuis la première Constituante, en faveur de l'instauration d'une « Union française ». Ce qu'il entendait par cette désignation, c'était une association garantissant aux peuples colonisés les mêmes chances politiques, économiques et sociales de développement qu'aux métropolitains et aux citoyens français des territoires d'outre-mer. Il n'y avait pas de moyen plus efficace, à ses yeux, pour aider les premiers à sortir de la misère. La Constitution du 27 octobre 1946 avait certes pris en compte « l'Union française », mais avec des restrictions qui l'avaient plutôt déçu<sup>2</sup> et que la loi-cadre corrigeait passablement.

66

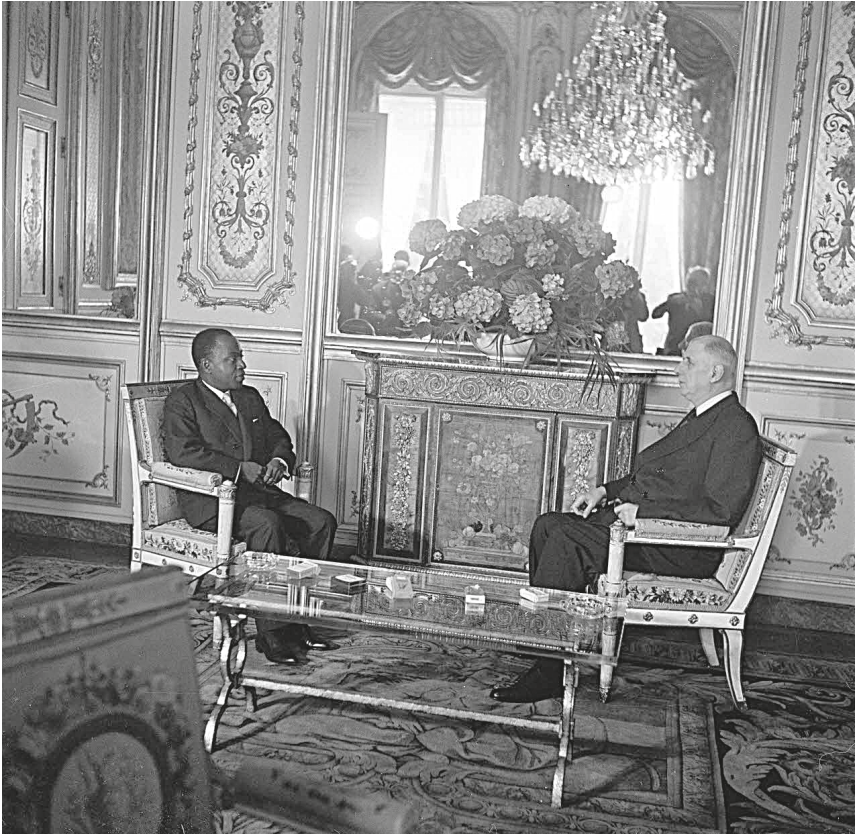
Il avait obtenu, par cette initiative, la suppression du double collège à l'occasion des opérations électorales et l'instauration du suffrage universel dans toute l'Union française, c'est-à-dire la suppression des inégalités entre citoyens. En instaurant par ailleurs la création de Conseils de gouvernement dans les territoires et en autorisant l'élargissement des pouvoirs des Assemblées locales, la loi-cadre avait favorisé l'apprentissage de la gestion des affaires publiques dans les colonies. Elle avait créé, en d'autres termes, les centres de formation pratique qui feraient des originaires des territoires les dirigeants des futurs pays indépendants de l'Afrique française.

On peut également mentionner, après la loi-cadre, la participation à la rédaction de la Constitution de la V<sup>e</sup> République. Houphouët-Boigny venait d'être maintenu au gouvernement par le général de Gaulle à son retour aux affaires le 1<sup>er</sup> juin 1958. Il avait rencontré « l'homme du 18 juin » deux ans auparavant. C'était son directeur de cabinet<sup>3</sup> qui les avait présentés l'un à l'autre. « J'avais continué, étant gaulliste de la première heure, à voir de temps en temps le général de Gaulle, et je lui avais demandé – il était à ce moment dans sa traversée du désert, rue de Solferino – de recevoir le ministre Houphouët-Boigny [...]. Je me rappelle encore les paroles du général de Gaulle. Il me dit : “Je recevrai Houphouët-Boigny, c'est une réalité”<sup>4</sup> ».

2 Frédéric Grah Mel, *Félix Houphouët-Boigny. Biographie*, Abidjan/Paris, CERAP/Maisonneuve et Larose, t. 1, 2003, p. 375-376.

3 Félix Houphouët-Boigny, devenu ministre en février 1956, se donne comme directeur de cabinet une personnalité de l'UDSR fortement recommandée par René Pleven et François Mitterrand, Jacques Kosciusko-Morizet. Ce haut fonctionnaire, ancien résistant et professeur de lettres, avait été auparavant directeur du cabinet civil du président de la République Vincent Auriol de 1947 à 1954.

4 « Témoignage de M. Jacques Kosciusko-Morizet », dans *RDA 40 ans. Actes du colloque international de Yamoussoukro 18-25 octobre 1986*, Abidjan, CEDA, 1987, t. 2, p. 153-154.



1. Audience de Félix Houphouët-Boigny avec le général de Gaulle, 7 juin 1961  
(AN, AG/5(1)/892/1404)

L'intérêt du Général à son égard n'avait rien d'étonnant à propos d'un homme connu et apprécié du tout Paris, tout au long des années 1950. Les témoignages étaient légion, à l'époque, à faire état de l'aptitude à écouter de Félix Houphouët-Boigny, de sa grande courtoisie et, sous des dehors de timidité, d'une affabilité naturelle. « Je dois dire qu'il inspire confiance, disait de lui en 1959 l'administrateur de la France d'Outre-mer Jean-Claude Froélich. D'abord son attitude est pleine d'onction, de politesse ; il sait écouter, il est extrêmement aimable et on lui attribue une sorte de magnétisme ; on ne se méfie pas de lui et on a raison d'ailleurs car c'est un homme qui dit la vérité ; c'est un homme qui sait convaincre<sup>5</sup> ».

À son charme naturel, Houphouët-Boigny avait ajouté, quand il était député, les qualités d'un travailleur acharné, parfaitement instruit des dossiers qu'il

5 Jean-Claude Froélich, *Psychologie des leaders africains. Conférence prononcée au CMISOM le 26 mai 1959*, Paris, La Documentation française, p. 29.

devait défendre, conscient des efforts de cohérence qu'il devait s'imposer pour se faire comprendre et soutenir. À la tribune de l'Assemblée nationale, il était de ceux qui faisaient lever de tous les côtés, à chaque intervention, les applaudissements les plus nourris. Son discours, en effet, illuminé par la clarté du verbe, la force de l'argument, l'éclat du bon sens, l'instinct de la formule et une tournure d'esprit typiquement africaine, présentait toujours une densité et un panache qui forçaient l'admiration. On l'appelait « le Thorez africain » ou « le Lénine africain », ce qui convenait parfaitement à un parlementaire affilié depuis le 18 octobre 1946 au groupe parlementaire communiste.

68

Compagnon de route du PCF, il avait naturellement acquis, dans ce statut, les réflexes et l'image d'un bagarreur obstiné et rugueux. En abandonnant les communistes, le 18 octobre 1950, cela favorise progressivement chez lui l'éclosion d'un autre homme, plus lucide et plus ouvert, capable de souplesse, doté d'un sens politique indéniable. Cette initiative l'impose surtout comme un leader. Ce terme, chez l'homme public, renvoie généralement à deux qualités : la capacité de se dévouer à la cause commune corps et âme, transporté par un ressort intérieur susceptible parfois de s'apparenter au messianisme ; l'aptitude à indiquer aux masses la voie à suivre au lieu d'être sans cesse à leur remorque, par crainte de subir leur rejet. Ainsi Félix Houphouët-Boigny était-il apparu aux yeux de toute la classe politique française, depuis la rupture avec le groupe parlementaire communiste et depuis le féroce débat qui s'en était suivi, le dressant seul contre tous ses compagnons du Rassemblement démocratique africain (RDA).

À cette époque cruciale de l'histoire du RDA, René Pleven et François Mitterrand avaient constaté sa détermination à tourner la page. Pour l'avoir reçu en audience tous les deux, ils avaient noté la clarté de ses analyses et sa volonté de faire progresser l'Union française dans la paix. Et tous les deux, membres de l'UDSR, avaient consenti à former un groupe parlementaire avec son mouvement politique, après ce qu'on avait appelé le « désappareusement », c'est-à-dire la séparation entre les députés RDA et le groupe parlementaire communiste.

À Louis Jacquinot et Robert Buron, successeurs de François Mitterrand à la rue Oudinot, comme à Bernard Cornut-Gentile, haut-commissaire de l'AOF à Dakar de septembre 1951 à juin 1956, Houphouët-Boigny avait fait la même impression d'enchantement, finissant d'ailleurs par devenir leur ami à tous. Si l'on en croit Jean-Claude Froélich, il ne bénéficiait pas d'une considération inférieure auprès de la masse des administrateurs français en poste dans toute l'Afrique Noire<sup>6</sup>. Le fait l'avait d'autant plus frappé qu'il avait vu naguère les mêmes administrateurs saturés de méfiance envers le remuant leader RDA,

---

6 *Ibid.*

pour son affiliation au Parti communiste et son implication dans les émeutes qui avaient secoué la Côte d'Ivoire en 1949 et 1950<sup>7</sup>.

Cette mue et cette réputation flatteuse de Félix Houphouët-Boigny qui ne laissaient personne indifférent depuis le tournant des années 1950 n'avaient sans doute pas manqué non plus de frapper le général de Gaulle. On peut raisonnablement penser qu'elles avaient compté à ses yeux et figuré dans les facteurs qui l'avaient décidé à retenir le responsable ivoirien, en juin 1958, comme membre du 25<sup>e</sup> et avant-dernier cabinet de la IV<sup>e</sup> République.

De Gaulle, rappelé aux affaires pour résoudre la crise algérienne, n'est pas l'homme politique français le moins à même de comprendre les revendications provenant du continent africain. Ses *Mémoires* exposent une analyse saisissante de la situation de l'époque dans les colonies. Il regrette que la France, obligée de supporter des frais croissants d'administration, de travaux publics, d'enseignement, de services sociaux, de soins sanitaires et de sécurité dans ces territoires, y soit en même temps amenée à subir, notamment de la part de ceux qu'on appelait les évolués, une volonté d'émancipation qui leur faisait paraître son joug comme pesant, voire intolérable. Le mouvement est précipité, constate-t-il, par la solidarité affichée par le tiers monde à l'égard des non-affranchis, ainsi que par les propagandes et les promesses de l'Amérique, de l'URSS, de la Chine, « rivales entre elles mais cherchant toutes les trois des clientèles idéologiques et politiques ». Le maintien de la domination française sur des pays qui n'y consentent plus lui semble être devenu une gageure où, pour ne rien gagner, la France a tout à perdre.

Pour autant, le Général ne pense pas que laisser les territoires se gouverner eux-mêmes revienne à les « brader » loin de nos yeux et de notre cœur ». En raison de leur rattachement prolongé à la France et de l'attrait que les anges et les démons de ce pays exercent sur eux, explique-t-il, ils inclinent à conserver d'étroits rapports avec les Français. Réciproquement, ce que ceux-ci ont fait de bon pour leur progrès, les amitiés qu'ils ont nouées avec eux, les habitudes qu'ils ont prises à leur contact, les intérêts qui en étaient résultés, la vocation millénaire d'influence et d'expansion de la France, engagent la métropole à voir en eux des partenaires privilégiés. De Gaulle est d'avis que « si leur administration novice, leur économie naissante, leurs finances inorganisées, leur diplomatie tâtonnante, leur défense à ses débuts, recouraient à nous pour s'établir, il faudrait nous y prêter ». Dans un passage de ces analyses où il évoque « mes

7 En 1949 et 1950, la Côte d'Ivoire a été constamment en proie à des agitations spectaculaires et parfois sanglantes, souvent imputées au RDA et quelquefois revendiquées par le mouvement, dans sa lutte contre les infirmités sociales et les abus de l'administration.

simples et franches intentions », il illustre celles-ci par deux projets : « conduire les peuples de la “France d’Outre-mer” à disposer d’eux-mêmes et, en même temps, aménager entre eux et nous une coopération directe<sup>8</sup> ».

Aussitôt son arrivée à Matignon, de Gaulle décide de soumettre à l’adoption du peuple français une loi fondamentale dans laquelle il entend insérer ses réponses aux attentes des Africains. Avant cette consultation, il décide d’aller à la rencontre de ces derniers pour leur exposer directement les mêmes réponses, et il effectue ainsi, du 21 au 29 août 1958, un périple qui le conduit successivement à Fort-Lamy (Tchad), Tananarive, Brazzaville, Abidjan, Conakry, Dakar et Alger. « Afin de décider, assurait-il, il me faut voir et entendre, me faire entendre et me faire voir<sup>9</sup>. »

70

Aux personnalités qu’il rencontre dans ces villes, aux auditoires qu’il empoigne dans les diverses réunions publiques, il explique que la France qui vient à eux désormais est sans rapport avec la France qu’ils avaient connue, laquelle, précise-t-il, « rusait plutôt que de décider ». Pour la France d’aujourd’hui, leur déclare-t-il, le colonialisme est fini. Elle est, par conséquent, indifférente aux reproches rétrospectifs que lui adressent les Africains évolués. Désormais elle accepte de prêter son concours aux États que seront les territoires d’outre-mer, mais elle peut bien faire l’économie de son assistance si tel est le désir de ces derniers<sup>10</sup>...

Faut-il tenir pour banal le fait qu’il ait coopté Félix Houphouët-Boigny dans l’équipe chargée de la rédaction de la Constitution de la V<sup>e</sup> République ? Il ne pouvait pas donner un gage plus éloquent de la confiance qu’il témoignait au responsable ivoirien.

Médecin de son état et ministre de la Santé publique du 6 novembre 1957 au 15 avril 1958, Houphouët-Boigny avait assidument partagé les réflexions du professeur Robert Debré sur le dossier du plein temps hospitalier, adopté en 1958 mais sous un autre ministre que lui, sous la dénomination de « système hospitalo-universitaire »<sup>11</sup>. Il connaissait, à travers l’éminent praticien, le plus éminent de ses fils. On est d’autant plus surpris d’entendre Michel Debré citer un jour le nom d’Houphouët-Boigny dans une poignée de « quatre politiciens » qu’il brocardait ainsi : « Houphouët ce noir, Pflimlin ce fourbe, Mollet ce primaire et Pinay ce sot<sup>12</sup>. » Garde des Sceaux dans le cabinet Charles de Gaulle du 1<sup>er</sup> juin 1958, c’est lui qui doit superviser l’équipe des dix-huit juristes chargés

8 Charles de Gaulle, *Mémoires d’espoir. Le renouveau 1958-1962*, Paris, Presses Pocket, 1980, p. 44-45.

9 *Ibid.*, p. 60.

10 *Ibid.*, p. 62-64.

11 Système caractérisé par la réunion des soins hospitaliers, de l’enseignement et de la recherche en un même lieu.

12 Pierre Viansson-Ponté, *Histoire de la République gaullienne*, t. 1, *La Fin d’une époque, mai 1958-juillet 1962*, Paris, Fayard, 1970, p. 58.

de la rédaction des avant-projets de la nouvelle Constitution. Le mot insolite qu'il avait prononcé n'a heureusement aucune incidence sur ses relations avec Houphouët-Boigny. Il ne l'empêche aucunement de travailler dans la plus grande efficacité avec le « noir », représenté dans les commissions techniques de rédaction de la Constitution par l'inspecteur de la France d'Outre-mer Charles-André Massa.

Ici comme dans ses attributions de ministre d'État, la mission de Félix Houphouët-Boigny est de réfléchir à ce que doit être la politique de la France dans les territoires d'outre-mer. Dans le projet qu'il fait adopter en septembre 1958, les États membres mettent ensemble leur politique étrangère, leur défense, leur monnaie, leur politique économique et financière, leur politique des matières premières stratégiques. Le contrôle de la justice, l'enseignement supérieur, l'organisation générale des transports extérieurs et communs, ainsi que celle des télécommunications sont également, sauf accord particulier, des domaines susceptibles d'être mis en commun<sup>13</sup>.

Le 18 octobre 1958, moins de deux semaines après la promulgation de la Constitution de la V<sup>e</sup> République, un supplément du *Journal officiel de la Côte d'Ivoire* publie un arrêté du haut-commissaire de l'AOF promulguant « en Côte d'Ivoire, au Dahomey, en Haute-Volta, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal et au Soudan l'ordonnance n° 58-913 du 6 octobre 1958 fixant certaines conditions d'application de l'article 76 de la Constitution et du régime provisoire des pouvoirs publics dans les territoires d'outre-mer ».

Ce texte, signé de Charles de Gaulle, président du Conseil, de Michel Debré, garde des Sceaux et de Bernard Cornut-Gentille, ministre de la France d'outre-mer, ordonne en son article premier que, dans les territoires qui ont adopté la Constitution, le choix, prévu à l'article 76, de devenir ou bien départements d'outre-mer de la République, ou bien États membres de la Communauté groupés entre eux ou non, s'exerce dans un délai de quatre mois, par une délibération des Assemblées territoriales votant à la majorité de leurs membres.

Le mouvement politique de Félix Houphouët-Boigny, le RDA, n'attend pas cette instruction pour réunir son Comité de coordination à Paris. Le communiqué qui sanctionne cette rencontre fait savoir que « la Côte d'Ivoire, comme les autres territoires à majorité RDA, choisira le statut d'État autonome, membre de la Communauté<sup>14</sup>. »

Effectivement le 4 décembre 1958, soit deux mois jour pour jour après la promulgation de la Constitution, la Côte d'Ivoire fait le choix du statut d'État

13 Article 78 de la Constitution de la V<sup>e</sup> République, adoptée par le référendum du 28 septembre 1958, et promulguée le 4 octobre 1958.

14 *Abidjan Matin*, 17 octobre 1958, p. 1 et 2.

membre de la Communauté. Le gouvernement décide que ce jour sera férié et, à 10 heures, une assistance nombreuse prend d'assaut le palais de l'Assemblée territoriale à Abidjan, pour suivre le déroulement intégral des débats qui vont modifier l'identité politique du territoire.

C'est Houphouët-Boigny qui préside la cérémonie, en sa qualité de président de l'Assemblée territoriale. La proclamation des résultats fait découvrir que le statut d'État membre de la Communauté a été le choix unanime de toute l'Assemblée. Le chef du territoire, Ernest de Nattes, prend brièvement la parole pour souhaiter des vœux chaleureux au nouvel État qui vient de naître. L'assistance est ensuite invitée à se tenir debout pour écouter *La Marseillaise*, exécutée par l'orchestre de la Garde territoriale rassemblée dans le hall du palais. La cérémonie se poursuit par une allocution d'Houphouët-Boigny et s'achève, au bout de deux heures, par un fastueux vin d'honneur. Dès ce 4 décembre 1958, la Côte d'Ivoire devient République et se lance dans les développements qui vont la conduire à l'indépendance, moins de deux ans plus tard.

72

Le 7 août 1960, le pays qui passe des mains du dernier haut-commissaire français Yves Guéna à celles du Premier ministre Félix Houphouët-Boigny est un territoire entièrement façonné par la France. Alors que l'indépendance fait valoir partout l'idée du divorce et que la Côte d'Ivoire, dans cette optique, cesse d'être l'excroissance politique et économique de la métropole qu'elle avait été depuis 1893, la rupture attendue ne se révèle ici que nominale et ce, pour trois raisons.

La première touche à la personnalité profonde du jeune dirigeant du pays. Félix Houphouët-Boigny, adversaire d'un développement autocentré de l'Afrique, était en outre, depuis sa plus tendre enfance, un admirateur affirmé du génie de la culture française. Un de ses premiers textes publics, sa « profession de foi », diffusée à la veille des élections à la Constituante d'octobre 1945, était éloquent à cet égard. Il s'y déclarait navré d'appartenir à la race de ceux qui, durant des siècles, n'avaient admis d'autre loi que celle du plus fort, et assurait qu'il ne cesserait jamais de remercier « les maîtres français ». Ceux-ci, en effet, enseignant aux siens le devoir de l'homme envers ses semblables, les avaient sortis du fin fond de leur brousse sauvage, pour les jeter sur le dur chemin de l'évolution<sup>15</sup>. Il éprouvait une très grande fierté à proclamer que son oncle était mort bravement au service de la France, que le même sang utérin coulait dans ses veines, et que bon sang ne pouvait mentir. Il n'hésitait pas à ajouter que son but unique dans la vie publique était de servir une France englobant son pays.

15 Fondation Houphouët-Boigny, Yamoussoukro, 9D-022 : profession de foi de Félix Houphouët-Boigny aux élections du 21 octobre 1945 à la Constituante.



« J'aime la France à laquelle je dois tout, affirmait-il. J'aime la Côte d'Ivoire partie intégrante du grand Empire français. C'est à seule fin de servir la plus grande France, la France de 130 millions d'habitants, une et indivisible, que je brigue vos suffrages<sup>16</sup> ». On n'imagine pas que l'homme d'un tel discours soit celui d'un divorce fracassant avec la France.

Une deuxième raison explique la continuité et la stabilité des relations entre Abidjan et Paris malgré la rupture de l'indépendance : c'est le lien de la culture française. Dans l'éventail des partenaires potentiels qui, à l'indépendance, offrent un choix au développement de la Côte d'Ivoire, la France est le seul qui réunit immédiatement tous les atouts pour demeurer l'interlocuteur objectif du pays. Sa langue, la seule enseignée à plein temps dans le système éducatif ivoirien, fait disparaître tout obstacle à la communication avec les autorités d'Abidjan, voire avec la population. Cette spécificité donne à la France un avantage que n'ont pas les interlocuteurs américains, anglais, allemands, espagnols ou italiens de la Côte d'Ivoire.



2. Premier sommet France-Afrique, dans le salon Murat du Palais de l'Élysée, 13 novembre 1973. Au premier rang : Félix Houphouët-Boigny, Henri Konan Bédié, Pierre Messmer, Georges Pompidou et Michel Jobert ; au second rang : Jacques Foccart et René Journiac (AN, AG/5(2)/985/2743)

Outre la langue, les institutions politiques de la Côte d'Ivoire et leur fonctionnement sont également un héritage de la période coloniale toute proche. Les établissements commerciaux du jeune pays, leurs partenaires européens et

<sup>16</sup> *Ibid.*

leurs modes d'opération sont en général français. Le système bancaire, copie conforme de celui de la France, n'est d'ailleurs animé localement que par des succursales des grands établissements parisiens. Toute la culture des affaires publiques est, en un mot, d'inspiration française. Houphouët, à l'inverse de Sékou Touré, n'a pas trouvé prudent de rejeter brutalement ces atouts, sous le prétexte de l'indépendance. Ils fournissent à la Côte d'Ivoire les outils de base de sa modernisation en même temps qu'ils sont un tremplin pour la France, par rapport aux autres partenaires potentiels du pays.

74

Une troisième et ultime raison explique la continuité des relations entre Abidjan et Paris, les Accords de coopération franco-ivoiriens nés des cendres de la Communauté franco-africaine. La Constitution française adoptée par le référendum du 28 septembre 1958 consacrait à la « Communauté » un titre entier, le titre XII. La Communauté était présentée dans le préambule comme un cadre politique devant regrouper la République française et les territoires d'outre-mer sur une base d'égalité et de solidarité des peuples. Le projet tirait son intérêt de la chance qu'il donnait aux territoires d'outre-mer de préparer leurs indépendances en étant, d'une certaine façon, en stage auprès d'un pays développé. Mais il était en même temps desservi par quelques paradoxes. C'était par exemple la Constitution elle-même qui favorisait l'éclatement de la Communauté, en garantissant aux territoires la possibilité d'adhérer à cette structure (art. 76) et en même temps d'être autonomes (art. 77). Certes, elle distinguait l'autonomie de l'indépendance, en assortissant celle-ci de l'exclusion, hors de la Communauté, de tout État membre intéressé par cette option (art. 86). Le cas se présenta avec la Fédération du Mali – qui regroupait le Sénégal et le Soudan – et avec Madagascar. Mais ces trois pays réclamaient l'indépendance, tout en affirmant leur volonté de rester membres de la Communauté.

Paris eut la faiblesse d'accéder à cette requête, ouvrant ainsi, automatiquement, la porte à l'éclatement de la structure. Au premier trimestre 1960, la Communauté n'avait pas encore deux ans qu'elle apparaissait déjà comme une organisation désuète. L'Agence France-Presse, voyant cela, présume le 31 mars 1960 que les États « accepteront d'appartenir à un grand ensemble qui garde le nom de Communauté mais où la collaboration mutuelle est fixée par accords bilatéraux<sup>17</sup> ». Cette prédiction ne tarde pas à devenir effective avec la révision constitutionnelle qui intervient au Palais Bourbon le 10 mai 1960.

Que se passe-t-il alors pour la Côte d'Ivoire? Depuis le référendum de septembre 1958, Houphouët n'avait pas manqué une occasion d'emboucher la trompette de l'amitié franco-africaine. Devant l'éclatement de la structure fédérale consécutif

17 Cité par René Viard dans *La Fin de l'empire colonial français*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1963, p. 103.

à l'initiative politique de la Fédération du Mali et de Madagascar, il se replie sur un ensemble sous-régional de quatre pays, le Conseil de l'Entente, où il espère trouver un cadre communautaire plus souple et plus approprié à la réalisation de ses vues. Le 24 avril 1961, il signe à Paris, en compagnie de ses trois homologues du Conseil de l'Entente – Maurice Yaméogo de la Haute-Volta, Hamani Diori du Niger et Hubert Maga du Dahomey – les accords France-Entente, ratifiés également, pour la partie française, par le Premier ministre Michel Debré. Il formait le vœu de voir la France guider les premiers pas des pays africains dans l'exercice de leur souveraineté. Ces accords répondent à cette préoccupation, en engageant massivement Paris aux côtés des quatre pays du Conseil de l'Entente, dans la mise en œuvre de leurs politiques de développement.

Le premier avantage garanti par ces accords est l'assurance de bénéficier d'un régime préférentiel sur le marché français, pour les échanges commerciaux des quatre pays concernés. En outre, la France accepte de leur apporter une aide en matière d'investissement et en personnel dans divers domaines. Sur le plan culturel, elle consent à participer à l'organisation de leur enseignement supérieur, notamment en fournissant des professeurs et en garantissant les diplômes. Le dernier domaine concerné est la défense. Les accords sont assortis de traités d'assistance technique bilatéraux entre la France et chacun des quatre pays, qui prévoient notamment la formation du personnel et la fourniture des équipements<sup>18</sup>.

Six mois après la signature des accords France-Entente, la discussion des protocoles d'application aboutit à l'adoption, le 26 octobre 1961 à Paris, d'un nouveau traité engageant cette fois plus spécifiquement Abidjan et Paris. Les accords de coopération franco-ivoiriens, renouvelables tous les ans, doivent s'étaler sur le quinquennat 1961-1966. Les produits ivoiriens concernés au chapitre des échanges commerciaux sont le café, le cacao et le bois, la banane, les poissons frais et en conserve, tous placés sous le régime de la franchise douanière.

Outre les échanges commerciaux, le traité comporte un volet consacré aux changes. On y lit que « la Côte d'Ivoire a la complète administration de ses ressources de change (recettes et dépenses) et possède un compte spécial tenu par la Banque de France, destiné à alimenter ses opérations en devises et en francs compensés. Elle obtient un droit de tirage illimité en cas de débit de son compte à la Banque de France. Non seulement elle dispose donc de ses recettes, mais encore elle peut faire face à des dépenses momentanément supérieures à ses recettes, sans qu'il lui soit imposé de limite<sup>19</sup>.... »

18 « Les accords France-Entente lèvent toute équivoque... », *Abidjan Matin*, 26 avril 1961, p. 1.

19 « Satisfaction à Abidjan après la signature avec la France des accords économiques et financiers », *Fraternité Hebdo*, 3 novembre 1961, p. 5.



3. Félix Houphouët-Boigny et Valéry Giscard d'Estaing signant un accord franco-ivoirien,  
3 mai 1976 (AN, AG/5(3)/3497/3251)



4. Audience de Félix Houphouët-Boigny avec François Mitterrand,  
4 août 1981 (AN, AG/5(4)/4712)

En contrepartie, l'accord l'engage la Côte d'Ivoire à importer, durant la même période quinquennale, des produits français pour une valeur annuelle globale – en chiffres de 1960 – de 22 milliards de francs CFA<sup>20</sup>.

Devant ces développements, comment éprouver des craintes pour la continuité des relations franco-ivoiriennes à cause de l'indépendance? Par la tournure d'esprit d'un chef d'État qui n'est autre qu'un ministre français au moment il devient président de la République en Côte d'Ivoire, par le modèle de société qui est le plus valorisé dans le pays à l'heure de son indépendance, par les engagements que prennent Abidjan et Paris au lendemain de l'indépendance, la nouvelle Côte d'Ivoire présente un visage infiniment plus francisé qu'à l'époque coloniale. Elle peut même mériter cette dénomination sociale d'une entreprise abidjanaise des années 1960, *L'Africaine française*.

Durant les deux premières décennies de la Côte d'Ivoire indépendante, l'amitié franco-ivoirienne ne fera que se consolider. Les résidents français atteignent un effectif moyen de 45 000 personnes; le pays accueille 3 500 coopérants français (dont 88 % dans la santé et l'enseignement), soit plus du tiers de tous ceux que Paris affecte à l'ensemble des pays africains au sud du Sahara<sup>21</sup>, et la France reste le premier partenaire commercial de la Côte d'Ivoire. Il en sera ainsi jusqu'à l'année 1980, qui verra Abidjan confronté aux premiers effets pervers des premiers plans d'ajustement structurel imposés par les institutions de Bretton Woods.

20 Profession de foi de Félix Houphouët-Boigny aux élections du 21 octobre 1945 à la Constituante, déjà cité.

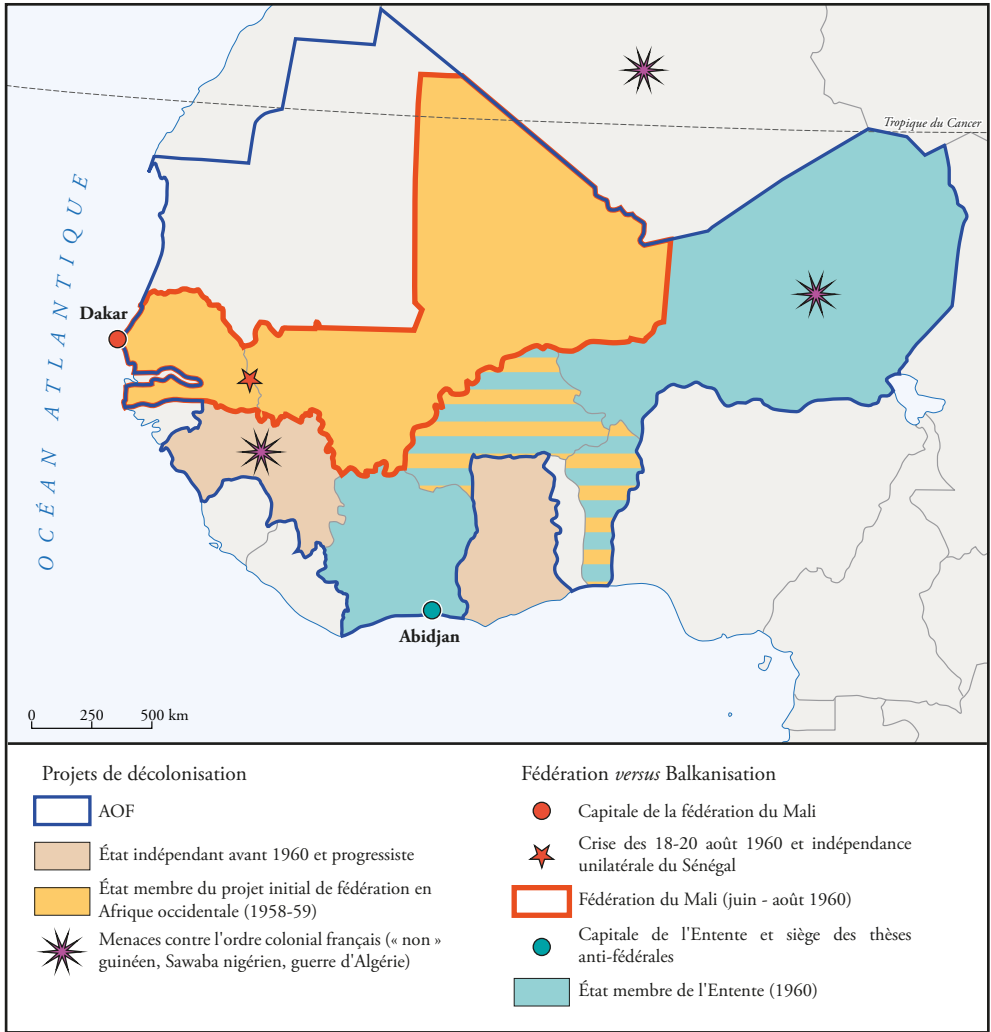
21 Frank Tenaille, *Les 56 Afriques*, Paris, François Maspero, 1979, t. 1, p. 137.



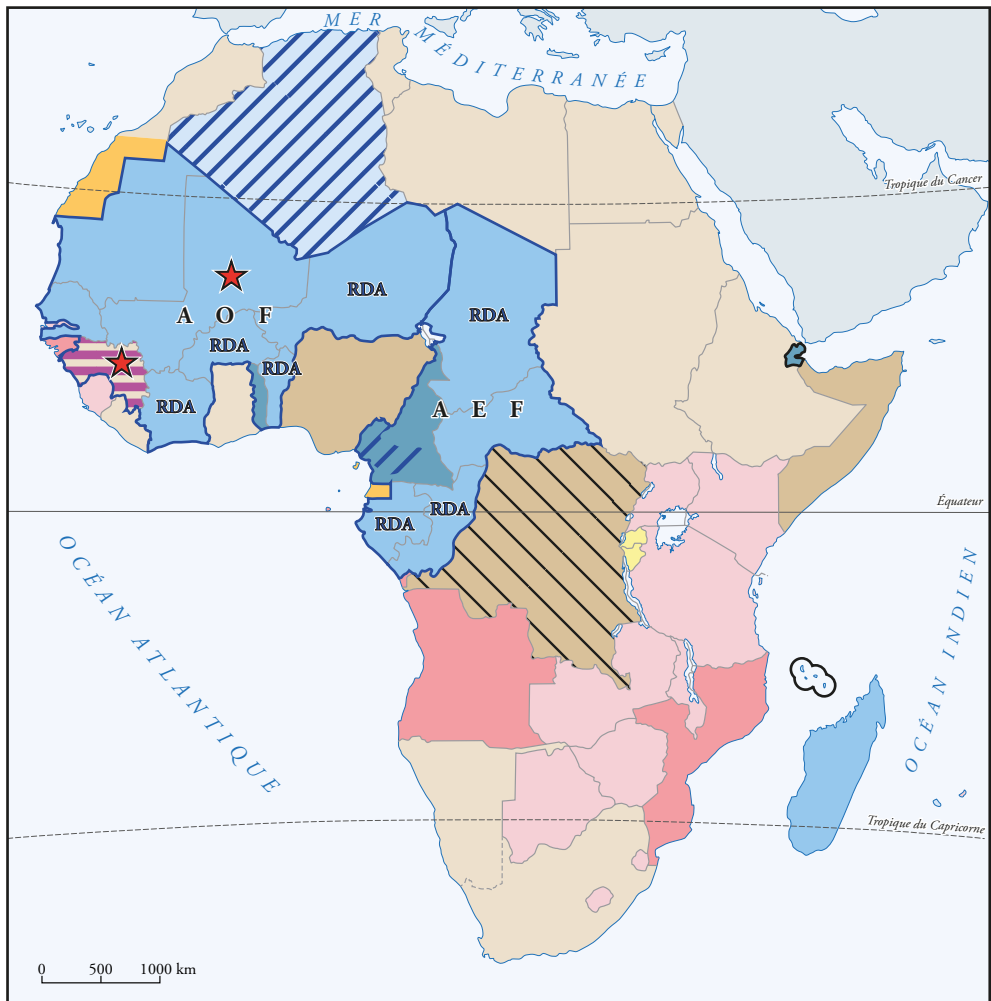
**Cartes**







L'AOF face à la querelle fédérale (1958-1960)




0 500 1000 km







L'Empire français

-  Département
-  Colonie
-  Fédérations AOF et AEF (1958)
-  Territoire sous tutelle
-  « Non » à la Communauté (1958)

1960 : année de l'Afrique


-  Guerres coloniales françaises
-  Crises politiques et gouvernement RDA tendance révolutionnaire
-  Territoires non décolonisés
-  Gouvernement RDA tendance Houphouët
-  1<sup>re</sup> crise ONU (indépendance du Congo en 1960)


Le crépuscule colonial


-  État indépendant avant 1960
-  État indépendant en 1960
- Colonies en 1960**
-  belge
-  britannique
-  espagnole
-  portugaise


De l'Empire à la Françafrique : 1960, année des indépendances



 « Dirigeants sérieux et capables [...]. Pour ceux-là aucune hésitation. Les rapports avec eux sont confiants. L'aide française leur est assurée en tout état de cause, et quelles que soient les circonstances. »

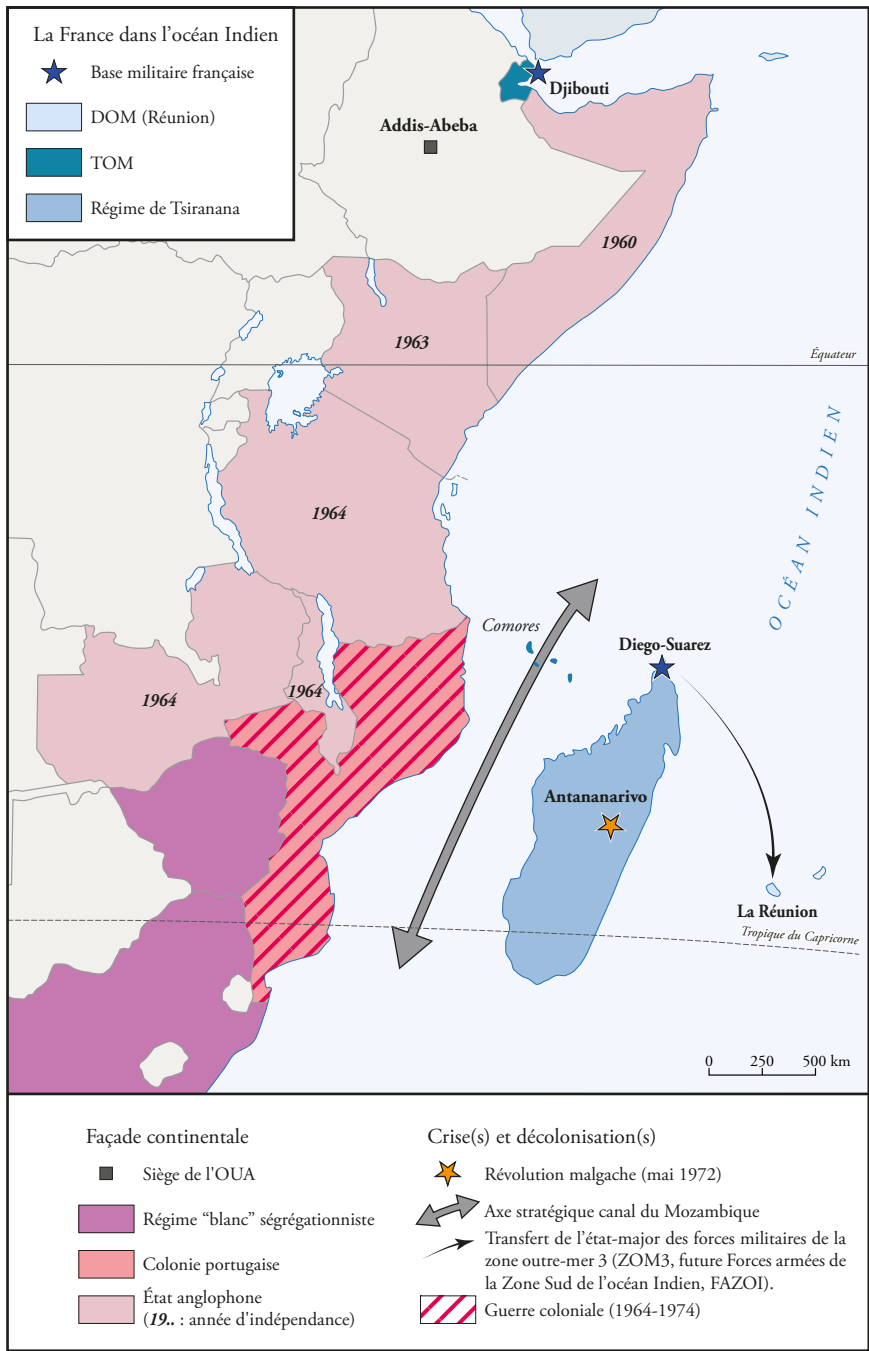
 « D'autres dirigeants sont moins solides, leurs compétences moins grandes, ou leur pays plus fragile. Des mini coups d'État [...] ne changent rien fondamentalement à l'orientation de la politique de ces pays. La France laisse faire d'autant que les nouveaux "colonels" sortent tous de l'infanterie de Marine. Qu'apparaissent, en revanche, des germes de "subversion", des influences extérieures, comme au Tchad, alors l'appareil français est en alerte. »

 « La notion traditionnelle du "pré carré" évolue. [...] La réunification du Cameroun [1961] avait déjà été [...] un succès français. L'aide au Biafra [1967-1970, Ojukwu], les excellents rapports noués avec le nouveau régime du Ghana [1969-1972, Busia], l'intérêt particulier porté au Congo-Kinshasa [...]. »

 « C'est le renversement au Congo-Brazzaville, en août 1963, du régime de l'abbé Fulbert Youlou, qui a provoqué le raidissement de la doctrine gaulliste en Afrique. »

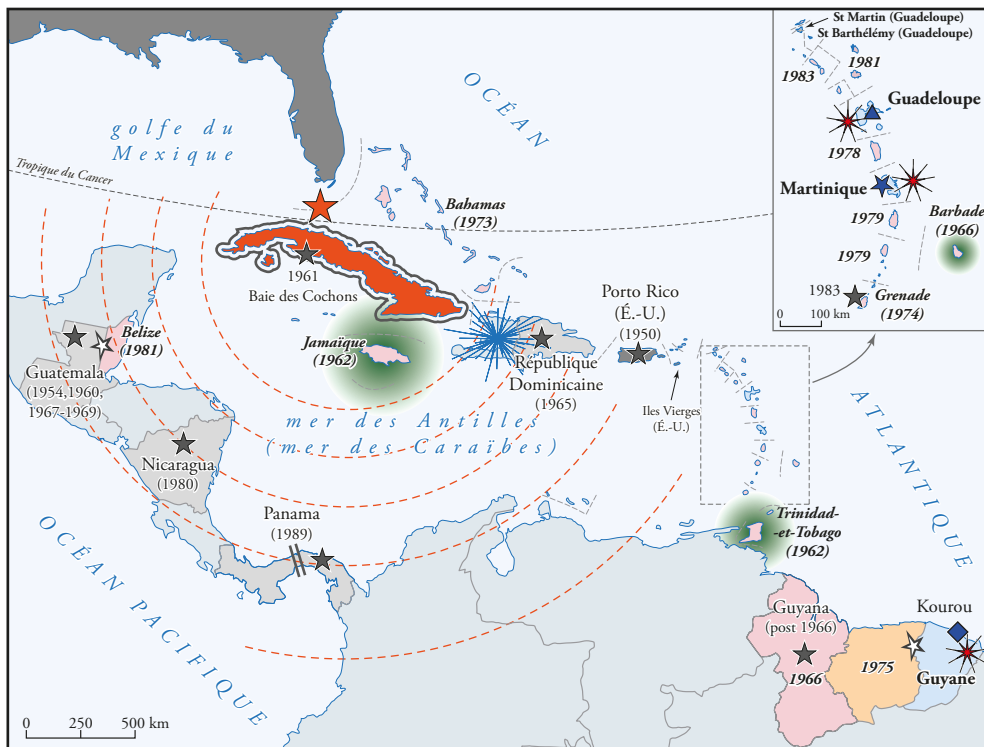
Source : AN, 90 AJ/1, manuscrit inédit  
*Finalemnt, qui est Monsieur Foccart ?*

La « doctrine » : la situation géopolitique en 1970 selon un manuscrit inédit



La France dans l'océan Indien à l'aube des années 1970





**La France dans les Caraïbes**

- ★ État-major groupe Antilles-Guyane
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie
- ◆ Création du Centre d'études spatiales (1968) : « base de Kourou »
- DOM
- ★ Zone d'influence francophone

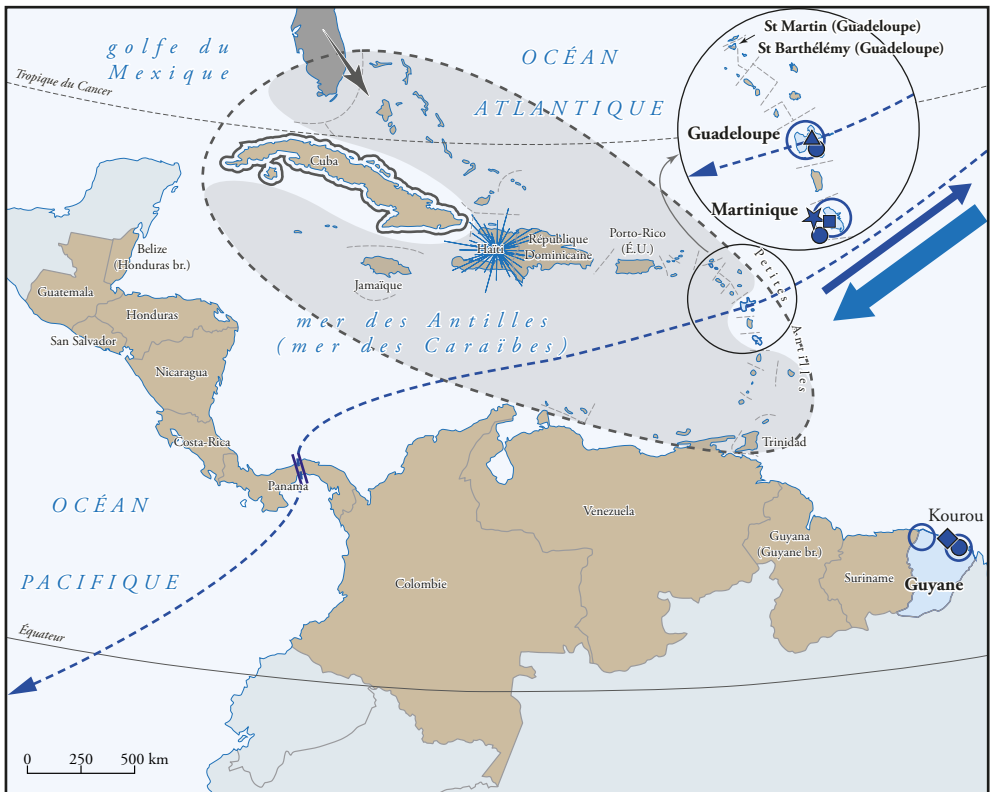
**Présence et influence des États-Unis**

- ≡ Canal transocéanique de Panama
- ★ Interventions américaines et dates
- ★ Crise des fusées (1962)
- Embargo sur Cuba (1962)

**Décolonisation et Guerre froide**

- Révolution cubaine (1959)
- Onde de choc de la Révolution cubaine
- ★ Attentats de l'Alliance révolutionnaire Caraïbes (années 1980)
- ★ Conflits frontaliers et/ou guerres civiles
- Foyers de nationalisme noir
- Colonie britannique (19.. : année d'indépendance)
- Colonie hollandaise (19.. : année d'indépendance)

Aux portes du « Mare Nostrum étasunien » :  
les départements français des Caraïbes à l'heure de la guerre froide



La France dans les Caraïbes :  
les facteurs de puissance et d'influence

- ★ État-major interarmées groupe Antilles - Guyane
- Service militaire adapté (SMA) : optique de contre-insurrection
- Poste SDECE
- ◆ Centre d'études spatiales
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie et trajet
- Pôle universitaire
- ☼ Zone d'influence francophone
- Zone de surveillance du CRA (Centre de Recherche Avancé) de Fort-de-France

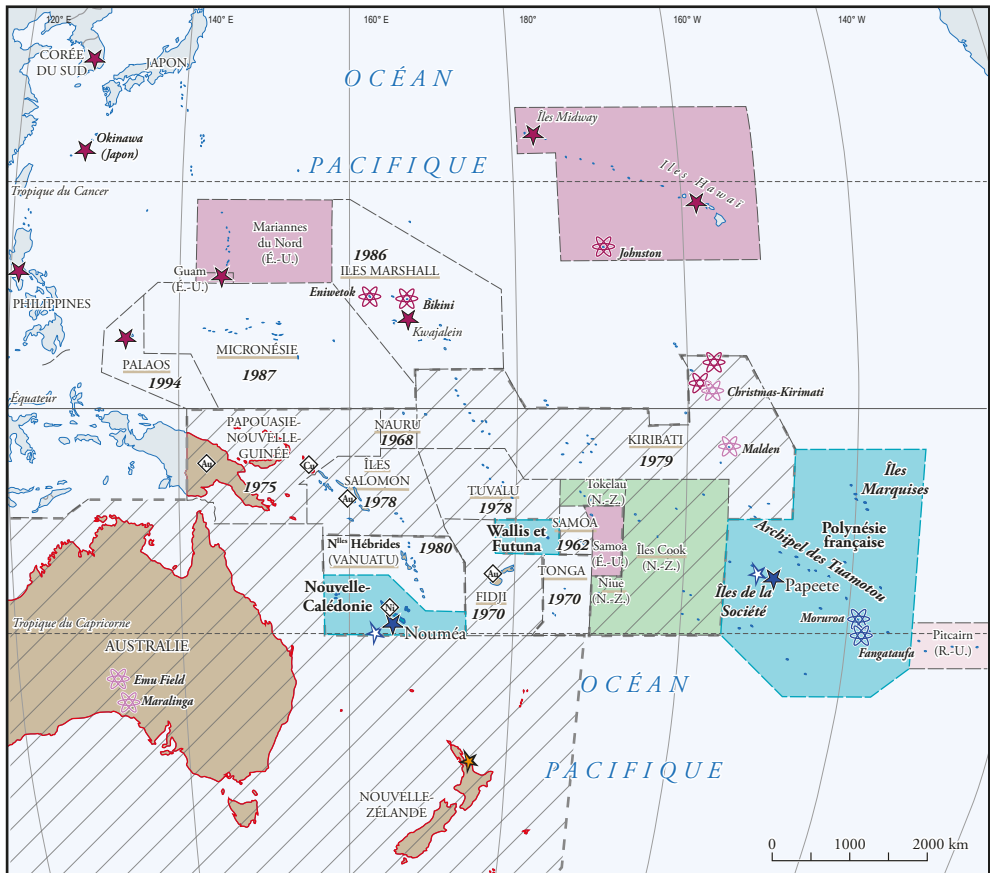
La France et ses départements caribéens

- ➔ « Cordon ombilical » avec la métropole :
- ➔ flux Antilles vers métropole
- ➜ flux métropole vers Antilles
- DOM

Environnement régional

- Espace caribéen insulaire
- ☼ Zone d'influence des États-Unis
- Embargo et rupture diplomatique avec les États-Unis (Cuba post 1959)

Défense et illustration de la présence française dans les Caraïbes :  
l'épreuve de la guerre froide et de la décolonisation



**La France dans le Pacifique**

- ★ Base militaire
- ✳ Expériences nucléaires françaises (193 essais nucléaires de 1966 à 1996)
- ★ Troubles et/ou tensions nationalistes : Polynésie française (1958 : arrestation de Pouvanaa, 1987, 1995 : émeutes anti-nucléaires) ; Nouvelle-Calédonie (FLNKS, années 1980)
- ★ Attentat du Rainbow Warrior (1985)
- TOM (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wallis et Futuna)
- Possessions françaises

**Ressources minières**

- ⬢ Cuivre
- ⬢ Nickel
- ⬢ Or

**Environnement régional :  
décolonisation et guerre froide**

- ★ Base militaire américaine
- ✳ Expériences nucléaires américaines (1945-1963)
- ✳ Expériences nucléaires britanniques (1953-1962)
- ▨ Zone Pacifique dénucléarisée (traité de Rarotonga signé le 6 août 1985 puis ratifié à l'origine par 8 pays océaniques)
- 19. Année d'indépendance
- Possession américaine
- Possession britannique
- Possession néo-zélandaise
- Pays du Forum des îles du Pacifique
- Pays ayant pu manifester une hostilité à la présence française (liste non exhaustive)

Manifestations et contestations de la puissance française en Océanie au temps de la guerre froide



## JACQUES FOCCART EN QUELQUES DATES

- 31 août 1913. Naissance à Ambrières-le-Grand, aujourd'hui Ambrières-les-Vallées (Mayenne). Fils d'Elmire de Courtemanche de la Cléménadière, blanche créole de la Guadeloupe, et de Guillaume Koch-Foccart. Passe ses premières années au château du Tertre (Mayenne).
- 1913-1919. Petite enfance passée à l'Habitation Saint-Charles à Gourbeyre (Guadeloupe), commune de la Basse-Terre où son père assure le mandat de maire (1908-1921) et possède d'importantes plantations de bananes.
- 1919-1925. Retour définitif en métropole : la famille Foccart partage son temps entre le Midi (Nice et la Villa Auguste de Monte-Carlo) et Ambrières (Le Tertre) ; il découvre Paris avec ses grands-parents.
- 1925-1930. Élève interne du lycée de l'Immaculée-Conception à Laval (Mayenne) jusqu'en classe de seconde.
- 1930-1931. Élève en classe de première au lycée de Monte-Carlo, Jacques Foccart ne passe que la première partie de son baccalauréat.
- 1931-1934 : Prospecteur commercial des usines Renault à L'Aigle (Orne) puis à Vendôme (Loir-et-Cher).
- Octobre 1934-avril 1936. Service militaire.
- 1936-1939. Foccart devient employé dans la société commerciale de Jacques Borel, proche de la famille Foccart, spécialisée dans l'import-export avec l'Outre-mer. Le métier officiel de Jacques Foccart est désormais « importateur-exportateur ».
- 20 avril 1939. Mariage avec Isabelle Fenoglio, de sept ans son aînée. Le couple n'aura pas d'enfant.
- 1939-1944. Mobilisé en août 1939 comme sous-officier de l'armée de l'Air et démobilisé en août 1940, Foccart regagne Paris puis fonde une affaire d'exploitation de bois dans l'Orne. À partir de 1943, il assure des responsabilités dans l'Orne et dans la Mayenne au sein d'un réseau de résistance, dépendant des services de renseignement de la France Libre, créé afin de soutenir le Débarquement des Alliés. Il intègre la DGER, ancêtre du SDECE.
1944. Foccart crée à Paris une société d'import-export avec les Antilles (la SAFIEX). Celle-ci restera toujours la base de son activité professionnelle, n'ayant jamais été fonctionnaire de l'État. Il en confie la gestion à son ami Robert Rigaud, dit « Bob ».
- 1947-1958. Nommé en 1947 responsable national du RPF pour les Antilles et la Guyane, désigné conseiller de l'Union française par le RPF en 1950, Foccart devient à partir de là responsable des questions ultramarines et notamment africaines au sein du parti gaulliste. Membre du conseil national, puis secrétaire général adjoint,

et secrétaire général en 1954 du RPF ; il anime jusqu'en 1958, *La Lettre à l'Union française*, instrument de propagande gaulliste à destination de l'Outre-mer.

1948. Découverte de l'existence de sa demi-sœur.

1954. Acquisition de la Villa Charlotte à Luzarches (Val-d'Oise) qui héberge sa célèbre « case à fétiches ».

1958-1974. Nommé par de Gaulle au poste de conseiller technique à Matignon (juin-décembre 1958) puis à l'Élysée (janvier 1959-mars 1959). En mars 1960, Foccart est nommé secrétaire général de la Communauté, qu'il rebaptise secrétariat général des Affaires africaines et malgaches en 1961. Il est en charge des Affaires africaines, de l'Outre-mer, de la liaison avec les services de renseignement et de sécurité et de la relation avec les organisations politiques gaullistes. Il reste en fonction jusqu'à l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, à l'exception de l'intérim d'Alain Poher en 1969. À partir de 1970, le service de son secrétariat général quitte l'hôtel de Noirmoutier, 138 rue de Grenelle, pour s'installer au 2 rue de l'Élysée.

1960. Cofondateur du Service d'action civique (SAC), héritier du service d'ordre et organe du mouvement gaulliste.

384

1974-1981. Jacques Foccart fait campagne pour Jacques Chaban-Delmas en 1974 ; sitôt élu, Valéry Giscard d'Estaing met fin à ses fonctions et liquide le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches. Officiellement en retrait de la vie politique, Foccart se recentre sur ses activités professionnelles et lance la SAFIEX à l'assaut du marché africain ; parallèlement, il continue à entretenir ses réseaux en Afrique et dans les DOM-TOM à titre privé. Depuis la coulisse, il observe et accompagne la recomposition de la famille gaulliste.

1981-1986. À la présidentielle de 1981, Foccart est l'un rares gaullistes historiques à soutenir la candidature de Jacques Chirac et le seul baron à avoir finalement rallié le RPR. Dans l'opposition au socialisme, il affermit ses liens avec ce dernier et apporte son expérience à la reconstruction de la famille gaulliste en vue de revenir au pouvoir.

1986-1988. Conseiller à Matignon auprès de Jacques Chirac.

1988-1995. « Monsieur Afrique » de Jacques Chirac, Foccart crée la cellule Afrique de la Mairie de Paris, sise rue Martignac, et s'engage en faveur de Chirac en vue des élections présidentielles de 1995.

1991. Liquidation de la SAFIEX.

1995. Jacques Chirac, élu président, nomme Jacques Foccart son « représentant personnel auprès des chefs d'État africains » (14 rue de l'Élysée) en marge de la cellule Afrique de l'Élysée, dirigée par Michel Dupuch (2 rue de l'Élysée). Jacques Chirac l'élève à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

19 mars 1997. Décès à son domicile parisien de la rue de Prony.

## PLAN DE L'INVENTAIRE DU FONDS FOCCART AUX ARCHIVES NATIONALES

### PAPIERS FOCCART (FONDS « SCRIBE »)

#### Secrétariat particulier

Relations avec le général de Gaulle (1958-1971) [5 AG F/1-35]

Relations avec Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/36-41]

Documents généraux d'organisation (1959-1974) [5 AG F/42-58]

Correspondance et intervention (1958-1974) [5 AG F/59-143]

Conseiller technique du général de Gaulle (1958-1960) [5 AG F/59-70]

Secrétaire général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté  
(1960-1974) [5 AG F/71-143]

#### Papiers du conseiller présidentiel

Conseiller politique [5 AG F/144-317]

Centre pour l'expansion économique française (1955-1958) [5 AG F/144]

Union française (1958) [5 AG F/145]

Présidence du Conseil (1958) [5 AG F/146-157]

Présidence de la République (1959-1974) [5 AG F/158-317]

Relations politiques et institutionnelles (1958-1974) [5 AG F/158-221]

Élections présidentielles (1965, 1969, 1974) [5 AG F/222-240]

Élections et consultations nationales et locales (1958-1972) [5 AG F/241-317]

Conseiller pour les affaires de renseignement et de sécurité [5 AG F/318-344]

Réforme du renseignement (1958-1959) [5 AG F/318-319]

Guerre d'Algérie et décolonisation de l'Afrique subsaharienne (1958-1968)  
[5 AG F/320-331]

Services de renseignements de la République (1958-1974) [5 AG F/332-338]

Renseignement privé (1958-1976) [5 AG F/339-344]

Conseiller pour les Affaires africaines et malgaches [5 AG F/345-692]

La Communauté (1958-1968) [5 AG F/345-380]

Création (1958-1968) [5 AG F/345-351]

Réunions du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/352-363]

Comités du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/364-373]

Relations avec les instances extérieures (1958-1964) [5 AG F/374-380]

- Définition d'une politique africaine après 1960 (1961-1974) [5 AG F/381-392]  
 Voyages du général de Gaulle en Afrique (1958-1966) [5 AG F/393-398]  
 Voyages de Georges Pompidou en Afrique (1970-1973) [5 AG F/399-441]  
 Visites de chefs d'État africains en France (1960-1974) [5 AG F/442-499]  
 Voyages de Jacques Foccart (1961-1973) [5 AG F/500-505]  
 Voyages en Afrique et séjours en France de personnalités (1959-1974)  
 [5 AG F/506-523]  
 Instances d'échanges franco-africains et organisations africaines (1959-1973) [5 AG F/524-527]  
 États issus de l'Afrique-Occidentale française (1958-1974) [5 AG F/528-621]  
 États issus de l'Afrique-Équatoriale française (1958-1974) [5 AG F/622-663]  
 États issus des colonies de l'océan Indien (1958-1974) [5 AG F/664-677]  
 États issus des colonies belges (1959-1974) [5 AG F/678-688]  
 États étrangers à l'Afrique francophone (1958-1974) [5 AG F/689-692]
- Conseiller pour les DOM-TOM [5 AG F/693-841]  
 Dossiers de personnalités (1959-1972) [5 AG F/693-700]  
 Notes du général de Gaulle (1962-1969) [5 AG F/701-704]  
 Conseils restreints (1962-1974) [5 AG F/705-734]  
 Organisations de la politique pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/735-746]  
 Voyages dans les DOM-TOM (1960-1974) [5 AG F/747-750]  
 Départements d'outre-mer (1958-1974) [5 AG F/751-782]  
 Territoires d'outre-mer (1951-1974) [5 AG F/783-841]  
 Amérique (1951-1973) [5 AG F/783-788]  
 Océan Indien (1958-1974) [5 AG F/789-819]  
 Océans Austral et Pacifique (1958-1974) [5 AG F/820-841]
- « Cabinet » de Jacques Foccart**
- René Journiac, conseiller technique (1965-1974) [5 AG F/842-937]  
 Chrono des documents à l'attention du président de la République (1965-1974) [5 AG F/842-878]  
 Chrono du secrétariat général (1967-1974) [5 AG F/879-893]  
 Dossiers de R. Journiac (1958-1974) [5 AG F/894-926]  
 Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1959-1974)  
 [5 AG F/927-937]
- Collaborateurs pour les affaires politiques (1958-1974) [5 AG F/938-978]  
 Joseph Desmarescaux (1958-1974) [5 AG F/938-970]  
 Denise Rieu (1963-1974) [5 AG F/971-978]
- Chargés de mission pour les affaires africaines et malgaches (1958-1974) [5 AG F/979-1037]  
 Pierre Angéli (1960-1961) [5 AG F/979-981]  
 Vincent Balesi (1956-1973) [5 AG F/982-986]  
 Pierre Decheix (1963-1968) [5 AG F/987-989]

Jean Guézille (1960-1961) [5 AG F/990]  
Yves Jouhaud (1961-1966) [5 AG F/991]  
Guy Le Bellec (1960-1974) [5 AG F/992-1010]  
Maurice Ligot (1960-1964) [5 AG F/1011]  
Robert Mazeyrac (1972-1974) [5 AG F/1012-1015]  
Jean Mialet (1960-1962) [5 AG F/1016]  
Jacques Mouradian (1963-1964) [5 AG F/1017]  
Jean Ribo (1969-1972) [5 AG F/1018-1020]  
Alain Richard (1960-1974) [5 AG F/1021-1034]  
Jacques Richard (1959-1974) [5 AG F/1035-1037]  
Chargés de mission pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/1038-1085]

## **SECRETARIAT GÉNÉRAL DES AFFAIRES AFRICAINES ET MALGACHES ET DE LA COMMUNAUTÉ (FONDS « ÉLYSÉE »)**

### **Cellule Plantey**

Affaires institutionnelles (1958-1964) [5 AG F/1086-1206]  
Instances communautaires (1958-1964) [5 AG F/1086-1127]  
Accession à l'indépendance (1958-1965) [5 AG F/1128-1172]  
Activités des chargés de mission (1956-1964) [5 AG F/1173-1206]  
Affaires internationales (1958-1964) [5 AG F/1207-1211]  
Affaires judiciaires et juridiques (1958-1963) [5 AG F/1212-1245]  
Activités communes de R. Journiac et son équipe (1958-1961) [5 AG F/1212-1215]  
Affaires juridiques (1953-1963) [5 AG F/1216-1224]  
Affaires judiciaires (1958-1961) [5 AG F/1225-1245]

### **« Cabinet » de Jacques Foccart**

Secrétaire général (1959-1965) [5 AG F/1246-1251]  
Conseiller technique (1960-1974) [5 AG F/1252-1264]  
Chargés de mission (1959-1974) [5 AG F/1265-1286]  
Affaires africaines et malgaches (1959-1974) [5 AG F/1265-1283]  
DOM-TOM (1962-1972) [5 AG F/1284-1286]

### **Affaires politiques**

Télégrammes diplomatiques et officiels (1960-1974) [5 AG F/1287-1446]  
Synthèses diplomatiques (1959-1974) [5 AG F/1447-1635]  
« Pré carré » (1958-1974) [5 AG F/1636-2123]

- Afrique occidentale (1960-1974) [5 AG F/1636-1777]  
 Guinée-Conakry (1959-1974) [5 AG F/1636-1652]  
 Mali (1960-1974) [5 AG F/1653-1685]  
 Mauritanie (1958-1974) [5 AG F/1686-1722]  
 Sénégal (1958-1974) [5 AG F/1723-1776]  
 Sécheresse au Sahel (1973) [5 AG F/1777]
- Afrique occidentale (1958-1974) [5 AG F/1778-1905]  
 Conseil de l'Entente (1960-1972) [5 AG F/1778-1781]  
 Côte d'Ivoire (1958-1974) [5 AG F/1782-1814]  
 Dahomey (1958-1974) [5 AG F/1815-1838]  
 Haute-Volta (1958-1974) [5 AG F/1839-1859]  
 Niger (1958-1974) [5 AG F/1860-1886]  
 Togo (1958-1974) [5 AG F/1887-1905]
- Afrique équatoriale (1958-1974) [5 AG F/1906-2072]  
 Communauté des anciens membres de l'Afrique-Équatoriale française  
 (1959-1973) [5 AG F/1906-1909]  
 Cameroun (1958-1974) [5 AG F/1910-1935]  
 Centrafrique (1958-1974) [5 AG F/1936-1962]  
 Congo-Brazzaville (1958-1974) [5 AG F/1963-1995]  
 Gabon (1958-1974) [5 AG F/1996-2024]  
 Tchad (1958-1974) [5 AG F/2025-2058]  
 Subversion (1964-1973) [5 AG F/2059-2072]
- Madagascar (1958-1974) [5 AG F/2073-2123]
- Afrique « hors champ » (1958-1974) [5 AG F/2124-2342]  
 Afrique francophone et anciennes colonies belges (1958-1974) [5 AG F/2124-  
 2206]  
 République démocratique du Congo [5 AG F/2124-2168]  
 Burundi et Rwanda [5 AG F/2169-2191]  
 Élargissement de la politique du « pré carré » [5 AG F/2192-2206]
- Afrique anglophone et anciennes colonies britanniques (1959-1974)  
 [5 AG F/2207-2315]  
 Politique post-coloniale britannique (1959-1971) [5 AG F/2207-2208]  
 Afrique occidentale anglophone (1960-1974) [5 AG F/2209-2255]  
 Afrique orientale anglophone (1959-1974) [5 AG F/2256-2281]  
 Afrique australe anglophone (1960-1974) [5 AG F/2282-2305]  
 Océan Indien anglophone (1960-1974) [5 AG F/2306-2315]
- Afrique lusophone et colonies portugaises (1960-1974) [5 AG F/2316-2323]  
 Afrique hispanophone et colonies espagnoles (1967-1974) [5 AG F/2324-2326]  
 Corne de l'Afrique (1960-1974) [5 AG F/2327-2342]
- Aires hors d'Afrique subsaharienne (1959-1974) [5 AG F/2343-2436]  
 Afrique du Nord et Moyen-Orient (1959-1974) [5 AG F/2343-2375]  
 Amérique (1960-1974) [5 AG F/2376-2403]  
 Europe (1960-1974) [5 AG F/2404-2434]  
 Océanie (1964-1971) [5 AG F/2435-2436]
- Organisations internationales (1958-1974) [5 AG F/2437-2591]

- Organisation des Nations unies (1958-1974) [5 AG F/2437-2495]
  - Organes centraux (1958-1974) [5 AG F/2437-2475]
  - Institutions dépendant de l'ONU (1958-1974) [5 AG F/2476-2495]
- Organisations intercontinentales (1961-1974) [5 AG F/2496-2507]
- Organisations africaines (1958-1974) [5 AG F/2508-2556]
  - Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara (1959-1964) [5 AG F/2508]
  - Organisation de l'unité africaine (1958-1974) [5 AG F/2509-2530]
  - Organisation africaine et malgache du groupe francophone (1960-1974) [5 AG F/2531-2553]
  - Organisations régionales (1959-1971) [5 AG F/2554-2556]
- Communauté économique européenne (1960-1974) [5 AG F/2557-2587]
- Conférences et organisations non gouvernementales (1959-1971) [5 AG F/2588-2591]
- Affaires réservées (1958-1974) [5 AG F/2592-2640]
  - Communauté (1960-1968) [5 AG F/2592-2595]
  - Renseignement (1959-1974) [5 AG F/2596-2628]
    - Relations avec les services de renseignement (1960-1973) [5 AG F/2596-2606]
    - Surveillance politique (1959-1974) [5 AG F/2607-2628]
  - Enquêtes et missions particulières (1958-1971) [5 AG F/2629-2640]

#### **Affaires militaires**

- Présidence du général de Gaulle (1959-1969) [5 AG F/2641-2695]
  - Officiers de l'état-major particulier (1959-1969) [5 AG F/2641-2672]
  - Chargés de mission civils (1960-1969) [5 AG F/2673-2695]
- Présidence de Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/2696-2769]

#### **Affaires économiques et financières**

- Mission de Jean Mialet (1958-1968) [5 AG F/2770-2826]
  - Communauté et indépendance (1958-1962) [5 AG F/2770-2786]
  - Dossiers clos en 1962 (1960-1962) [5 AG F/2787-2809]
  - Activités d'influence économique (1959-1968) [5 AG F/2810-2826]
- Mission économique et financière (1958-1974) [5 AG F/2827-3041]
  - Orientation générale (1958-1974) [5 AG F/2827-2868]
    - Mission de J.-P. Hadengue (1958-1966) [5 AG F/2827-2853]
    - Mission de G. Barrère (1966-1974) [5 AG F/2854-2868]
  - Politique financière du franc CFA (1959-1973) [5 AG F/2869-2909]
  - Grands secteurs d'activités économiques (1958-1974) [5 AG F/2910-2971]
    - Grands produits (1958-1973) [5 AG F/2910-2936]
    - Matières premières stratégiques (1959-1974) [5 AG F/2937-2951]
    - Télécommunications et transports (1959-1973) [5 AG F/2952-2969]
    - Tourisme (1960-1968) [5 AG F/2970-2971]
  - Relations bilatérales (1959-1973) [5 AG F/2972-3041]

« Pré carré » (1959-1973) [5 AG F/2972-3036]  
Afrique « hors champ » (1960-1972) [5 AG F/3037-3041]

## Coopération

Coopération générale (1958-1974) [5 AG F/3042-3249]  
Fonds d'aide et de coopération (1960-1974) [5 AG F/3042-3147]  
Assistance technique en personnel (1958-1974) [5 AG F/3148-3180]  
Synthèses des missions d'aide et de coopération (1966-1974) [5 AG F/3181-3210]  
Politiques de développement (1959-1974) [5 AG F/3211-3224]  
Réformes de la politique d'aide et de coopération (1959-1973) [5 AG F/3225-3243]  
Expatriés (1960-1974) [5 AG F/3244-3249]  
Coopération technique (1959-1974) [5 AG F/3250-3404]  
Affaires judiciaires et juridiques (1959-1973) [5 AG F/3250-3274]  
Affaires culturelles, scientifiques et techniques (1959-1974) [5 AG F/3275-3379]  
Francophonie (1961-1974) [5 AG F/3275-3285]  
Enseignement et enseignement supérieur (1959-1974) [5 AG F/2386-3340]  
Action culturelle (1960-1974) [5 AG F/3341-3352]  
Jeunesse et sport (1960-1974) [5 AG F/3353-3358]  
Information et médias (1960-1974) [5 AG F/3359-3375]  
Vie associative franco-africaine (1960-1974) [5 AG F/3376-3379]  
Affaires sociales (1960-1974) [5 AG F/3380-3404]  
Affaires générales (1960-1974) [5 AG F/3380-3391]  
Relations bilatérales (1960-1974) [5 AG F/3392-3400]  
Anciens combattants (1960-1974) [5 AG F/3401-3404]

390

## Départements et territoires d'outre-mer

Télégrammes officiels (1962-1969) [5 AG F/3405-3419]  
Synthèses officielles (1963-1973) [5 AG F/3420-3438]  
Politiques de développement (1958-1974) [5 AG F/3439-3490]  
Départements d'outre-mer (1960-1974) [5 AG F/3491-3518]  
Affaires politiques (1962-1974) [5 AG F/3491-3515]  
Antilles (1963-1970) [5 AG F/3491-3502]  
Guyane (1962-1974) [5 AG F/3503-3508]  
Réunion (1962-1973) [5 AG F/3509-3515]  
Affaires militaires communes (1960-1972) [5 AG F/3516-3518]  
Territoires d'outre-mer (1959-1974) [5 AG F/3519-3573]  
Saint-Pierre-et-Miquelon (1961-1970) [5 AG F/3574-3521]  
Océan Indien (1959-1974) [5 AG F/3522-3573]  
Comores (1959-1974) [5 AG F/3522-3529]  
Côte française des Somalis [CFS] et Territoire français des Afars et des Issas (1959-1974) [5 AG F/3530-3541]



- Océans Austral et Pacifique (1959-1974) [5 AG F/3542-3573]
  - Nouvelle-Calédonie (1962-1973) [5 AG F/3542-3558]
  - Polynésie française (1961-1973) [5 AG F/3559-3565]
  - Nouvelles-Hébrides (1960-1974) [5 AG F/3566-3568]
  - Terres australes et antarctiques françaises (1959-1972) [5 AG F/3569-3571]
  - Wallis-et-Futuna (1960-1969) [5 AG F/3572-3573]

### Services du secrétariat général

- Protocole (1958-1974) [5 AG F/3574-3743]
  - Visites et voyages officiels (1959-1974) [5 AG F/3574-3636]
    - Voyages officiels du Président français en Afrique (1959-1973) [5 AG F/3574-3600]
    - Visites officielles de chefs d'État africains en France (1961-1972) [5 AG F/3601-3620]
    - Voyages de personnalités (1960-1974) [5 AG F/3621-3636]
  - Correspondance officielle (1960-1974) [5 AG F/3637-3649]
  - Cérémonies et réceptions (1959-1974) [5 AG F/3650-3685]
  - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3686-3731]
    - Information institutionnelle et administrative (1958-1974) [5 AG F/3686-3721]
    - Dossiers d'activités du service du protocole (1960-1974) [5 AG F/3722-3731]
  - Relations parlementaires (1959-1974) [5 AG F/3732-3743]
- Bureau de documentation et de presse (1944-1974) [5 AG F/3744-3889]
  - Fonctionnement (1958-1974) [5 AG F/3744-3765]
  - Presse relative aux présidents de la République (1944-1974) [5 AG F/3766-3784]
  - Presse relative à J. Foccart (1962-1974) [5 AG F/3785-3808]
  - Activités et production (1959-1974) [5 AG F/3809-3852]
  - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3853-3889]
- Service administratif et financier (1958-1975) [5 AG F/3890-4072]
  - Fonctionnement et organisation (1959-1975) [5 AG F/3890-3921]
  - Affaires financières (1959-1974) [5 AG F/3922-4027]
    - Comptabilité (1959-1974) [5 AG F/3922-4004]
    - Régie d'avances (1959-1974) [5 AG F/4005-4027]
  - Personnel et ressources humaines (1958-1974) [5 AG F/4028-4072]
    - Dossiers du personnel (1959-1974) [5 AG F/4028-4044]
    - Effectifs et situation administrative des agents (1958-1974) [5 AG F/4045-4056]
    - Rémunérations, pensions et indemnités (1959-1974) [5 AG F/4057-4072]
- Affaires générales (1958-1974) [5 AG F/4073-4155]
  - Courrier (1958-1974) [5 AG F/4073-4109]
    - Correspondance administrative active (1958-1974) [5 AG F/4073-4096]
    - Correspondance administrative passive (1966-1974) [5 AG F/4097-4109]
  - Logistique (1953-1974) [5 AG F/4110-4146]
    - Organisation du secrétariat général (1959-1974) [5 AG F/4110-4119]

Documentation (1958-1974) [5 AG F/4120-4131]  
Archivage (1953-1970) [5 AG F/4132-4146]  
Période intérimaire et liquidation du secrétariat général (avril-juin 1974)  
[5 AG F / 4147-4155]

## BIBLIOGRAPHIE

*Cette bibliographie ne saurait prétendre à l'exhaustivité. Elle se concentre sur six aspects des activités de Jacques Foccart à l'Élysée. Le premier est constitué par les écrits et témoignages de Jacques Foccart. Le second concerne les mémoires de personnalités ayant partie liée avec les activités de Jacques Foccart dans les décennies soixante et soixante-dix (en partie inspiré de titres de la bibliothèque de Jacques Foccart conservée par la fondation Charles-de-Gaulle). La troisième entrée s'attache à la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et aux travaux effectués sur la base des archives Foccart. Des références bibliographiques britanniques, portugaises et belges sont introduites : les titres ont été sélectionnés en fonction de leur importance épistémologique et des récentes découvertes archivistiques qu'explorent ces travaux (Migrated Archives britanniques ou archives de la PIDE, la police politique du régime salazariste). La quatrième entrée concerne les Outre-mer, et notamment les tous premiers travaux effectués sur la base des archives Foccart. La cinquième entrée, très brève, est occupée par des œuvres de fiction inspirées de grandes affaires de la décolonisation pour les années soixante et soixante-dix : assassinat de Lumumba et guerre du Congo, version romancée de l'ascension du général Eyadéma au sein des chefs d'État du « pré carré », ou encore intrigue policière inspirée de l'affaire Ben Barka. Enfin, une sixième entrée est consacrée à la filmographie à travers des films documentaires intéressant la décolonisation de l'Afrique francophone et l'évolution des Outre-mer.*

*Pour une bibliographie intéressant la présidence du général de Gaulle, nous nous référons à celle précédemment établie par Nicole Even : Archives de la présidence de la République. Général de Gaulle (1959-1969), Paris, Archives nationales, 2016, p. 28-33.*

### ÉCRITS DE JACQUES FOCCART ET ENTRETIENS

*Journal de l'Élysée, t. 1, Tous les soirs avec de Gaulle (1965-1967), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.*

*Journal de l'Élysée, t. 2, Le Général en mai (1968-1969), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1998.*

*Journal de l'Élysée, t. 3, Dans les bottes du Général (1969-1971), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1999.*

*Journal de l'Élysée*, t. 4, *La France pompidolienne (1971-1972)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard / Jeune Afrique, 2000.

*Journal de l'Élysée*, t. 5, *La Fin du gaullisme (1973-1974)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 2001.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 1, 1913-1969, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1995.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 2, 1969-1996, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

#### MÉMOIRES, TÉMOIGNAGES ET TRAVAUX DE COLLABORATEURS DE JACQUES FOCCART

AIMÉ-BLANC, Lucien, *L'Indic et le Commissaire*, Paris, Plon, 2006.

BAKARY, Djibo, « *Silence! On décolonise...* » *Itinéraire politique et syndical d'un militant africain*, Paris, L'Harmattan, 1992.

394 BALESI, Vincent, *Méharées : au grand large du fort Coppolini de Tidjikla dans le Sahara occidental*, Paris, Arcam, 1995<sup>1</sup>.

BERNET, Philippe, et LEROY-FINVILLE, Marcel, *SDECE, service 7. L'extraordinaire aventure du colonel Leroy-Finville et de ses clandestins*, Paris, Presses de la Cité, 1980.

BERNET, Philippe, et WYBOT Roger, *Roger Wybot et la bataille pour la DST*, Paris, Presses de la Cité, 1975.

BOLOTTE, Pierre, *Mémoires d'un préfet*, tapuscrit consultable au Centre d'archives d'histoire contemporaine de Sciences Po.

BOURGI, Robert, *Le Général de Gaulle et l'Afrique noire, 1940-1969*, Paris/Abidjan, Librairie générale de droit et jurisprudence/Nouvelles éditions africaines, 1980.

« La Communauté », numéro spécial de *Promotions*, préface d'Alain Plantey, 1960/4.

COULIBALY, Daniel Ouezzin, *Combat pour l'Afrique : 1946-1958. Lutte du RDA pour une Afrique nouvelle*, textes présentés par Claude Gérard, Abidjan, Nouvelles éditions africaines, 1988.

DEBRÉ (Michel), *Au service de la nation*, Paris, Stock, 1963<sup>2</sup>.

—, *Une politique pour la Réunion*, Paris, Plon, 1974.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. I, *Combattre*, Paris, Albin Michel, 1984.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. II, *Agir (1946-1958)*, Paris, Albin Michel, 1988.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. III, *Gouverner (1958-1962)*, Paris, Albin Michel, 1988.

1 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

2 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- , *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. IV, *Gouverner autrement (1962-1970)*, Paris, Albin Michel, 1993.
- DELAUNEY, Maurice, *De la casquette à la jacquette, ou De l'administration coloniale à la diplomatie africaine*, Paris, La Pensée universelle, 1982<sup>3</sup>.
- DELEPLANQUE, Jean, *Le Préfet et le Saumon. Souvenirs*, Paris, Michel de Maule, 2011.
- DENARD, Bob, et FLEURY, Georges, *Corsaire de la République*, Paris, Robert Laffont, 1998.
- DENARD, Bob, et LUNEL, Pierre, *Bob Denard, le roi de fortune*, Paris, Édition n° 1, 1992.
- DEVLIN, Larry, *Chief of Station, Congo. A memoir of 1960-67*, New York, PublicAffairs, 2007.
- , *CIA, mémoires d'un agent. Ma vie de chef de poste pendant la guerre froide*, trad. Jacques Braibant, Paris/Bruxelles, Jourdan, 2009.
- FANON, Frantz, *Pour la révolution africaine. Écrits politiques*, Paris, Maspero, 1964, rééd. Paris, La Découverte, 2006.
- FENKAM, Frédéric, *Les Révélations de Jean Fochivé, le chef de la police politique des présidents Abidjo et Biya*, Bondy, Minsi, 2003.
- FOYER, Jean, *Sur les chemins du droit avec le Général: mémoires de ma vie politique (1944-1988)*, avec la collaboration de Sabine Jansen, Paris, Fayard, 2006.
- FRANÇAIS, Jean, *Le Putsch de Bokassa. Histoire secrète*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- GOUILLY, Alphonse, *L'Islam devant le monde moderne*, Paris, La Nouvelle Édition, 1945<sup>4</sup>.
- , *L'Islam dans l'Afrique occidentale française*, Paris, Larose, 1952.
- LAMIZANA, Sangoulé, *Mémoires*, t. I, *Sous les drapeaux*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- , *Mémoires*, t. II, *Sur la brèche trente ans durant*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- LANTIER, Jacques, *Le Temps des mercenaires. Faut-il les condamner?*, Verviers/Paris, Gérard et Cie/L'Inter, coll. « Bibliothèque Marabout », 1969<sup>5</sup>.
- LE CORNEC, Jacques, *Un royaume antillais. D'histoires et de rêves et de peuples mêlés*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- LEMARCHAND, Philippe, « *Barbouze* » *du Général*, avec la collaboration de Jean-François Bège, Paris, Le Cherche Midi, 2005.
- LIGOT, Maurice, *Les Accords de coopération entre la France et les États africains et malgache d'expression française*, préface de Jacques Foccart, Paris, La Documentation française, 1964.
- , *Un territoire, une passion*, Paris, France-Empire, 1993<sup>6</sup>.

3 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

4 Alphonse Gouilly est un des pseudonymes littéraires utilisés par Jacques Mouradian, du temps où il était administrateur colonial.

5 Sous le pseudonyme du héros de *La Bête humaine* d'Émile Zola se cache en réalité le commissaire Raymond (dit Ange) Antonini, qui fut notamment envoyé suivre la crise congolaise pour l'ONU avant de devenir conseiller de François Tombalbaye pour les questions de police au titre de la coopération franco-tchadienne.

6 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- LISSETTE, Gabriel, *Le Combat du Rassemblement démocratique africain pour la décolonisation pacifique de l'Afrique noire*, Paris, Présence africaine, 1983.
- MALOUBIER, Bob, *L'Espion aux pieds palmés*, Paris/Monaco, Éditions du Rocher, 2013.
- MARENCHES, Alexandre de, et OCKRENT, Christine, *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986.
- MESSMER, Pierre, *Après tant de batailles. Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1992.
- N'DIAYE, Bokar, *Les Castes au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- , *Groupes ethniques au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- PADMORE, George, *Pan-africanism or Communism? The Coming Struggle for Africa*, London, Dobson, 1956 ; *Panafricanisme ou communisme ? La prochaine lutte pour l'Afrique*, trad. Thomas Diop, Paris, Présence africaine, 1961.
- QUENUM, Maximilien, *Au pays des Fons. Us et coutumes du Dahomey*, Paris, Larose, 1938.
- RAPHAËL-LEYGUES, Jacques, *Chroniques des années incertaines 1935-1945*, Paris, France-Empire, 1977.
- RENAULT, Alain, et ROBERT, Maurice, *Maurice Robert, « ministre » de l'Afrique*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.
- ROCHET, Jean, *Cinq ans à la tête de la DST (1967-1972) : la mission impossible*, Paris, Plon, 1985.
- ROUGELET, Patrick, *RG, la machine à scandales*, Paris, Albin Michel, 1997.
- SANMARCO, Louis, *Le Colonisateur colonisé*, Lausanne, Pierre-Marcel Favre, 1983.
- SASIA, Raymond, *Le Mousquetaire du Général. Entretiens avec le père Philippe Verdin*, Paris, Guéna, 2010.
- SOUTOU, Jean-Marie, *Un diplomate engagé. Mémoires 1939-1979*, Paris, De Fallois, 2011.
- STOCKWELL, John, *In Search of Enemies: A CIA Story*, New York, Norton, 1978.
- THIBAU, Jacques, *La France colonisée*, Paris, Flammarion, 1979.
- VIÉ, Jean-Émile, *Faut-il abandonner les DOM?*, Paris, Économica, 1978.
- , *Mémoires d'un directeur des renseignements généraux*, Paris, Albin Michel, 1988.
- YOULOU, Fulbert, *J'accuse la Chine*, Paris, La Table ronde, 1966.
- ZELLER, André, *Journal d'un prisonnier. Le témoignage d'un des quatre généraux du putsch d'Alger*, avant-propos et notes de Bernard Zeller, Paris, Tallandier, 2014.

#### DÉCOLONISATION DE L'AFRIQUE

- AGERON, Charles-Robert, *La Décolonisation française* (1991), 2<sup>e</sup> éd. revue et augmentée, Paris, Amand Colin, 1994.
- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Afrique noire française. L'heure des indépendances*, Paris, CNRS éditions, 1992.

- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Ère des décolonisations*, Paris, Karthala, 1995.
- AMSELLE, Jean-Loup, et M'BOKOLO, Elikia (dir.), *Au cœur de l'ethnie : ethnie, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte, 1985.
- ANDERSON, David, *Histories of the Hanged: The Dirty War in Kenya and the End of Empire*, New York, Norton, 2005.
- ANDREW, Christopher, et MITROKHINE, Vassili, *Le KGB à l'assaut du tiers monde : agression, corruption, subversion*, Paris, Fayard, 2008.
- AWENANGO, Séverine, BARTHÉLÉMY, Pascale, et TSHIMANGA, Charles (dir.), *Écrire l'histoire de l'Afrique autrement ?*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- BAT (Jean-Pierre), « Les archives de l'AEF », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 301-310.
- , « Le rôle de la France après les indépendances. Jacques Foccart et la *Pax Gallica* », *Afrique contemporaine*, 235, 2010/3, p. 43-52.
- , *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2012.
- , « Georges Conan. RG et contre-subversion au Cameroun (1955-1960) » et « Artine Hamalian, itinéraire d'un policier "harki" avant la lettre. De la Sûreté générale du Liban et de la Syrie à la délégation SCTIP de Fort-Lamy », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 167-171 et p. 187-198.
- , « Les diamants (de Bokassa) sont éternels. Pré carré et guerre fraîche : la fabrique de la Françafrique », *Afrique contemporaine*, 246, 2013/2, p. 127-148.
- , *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015, rééd. poche 2017.
- , *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État*, Paris, Tallandier, 2016.
- , « Le secteur N (Afrique) et la fin de la Guerre froide », *Relations internationales*, 165, 2016/1, p. 43-56.
- BAT, Jean-Pierre, et GENESTE, Pascal, « Jean Mauriceau-Beaupré : de *Fontaine à Mathurin*, JMB au service du Général », *Relations internationales*, 142, 2010/2, p. 87-100.
- BAULIN, Jacques, *La Politique africaine d'Houphouët-Boigny*, Paris, Eurafor-Press, 1980.
- , *La Succession d'Houphouët-Boigny : les débuts de Konan Bédié*, Paris, Karthala, 2000.
- BAYART, Jean-François, *L'État en Afrique, la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 (2<sup>e</sup> éd. 2006).
- BAZENGISSA-GANGA, Rémy, *Les Voies du politique au Congo : essai de sociologie historique*, Paris, Khartala, 1997.
- BERNAULT, Florence, *Démocraties ambiguës en Afrique centrale : Congo-Brazzaville, Gabon, 1940-1965*, Paris, Karthala, 1996.
- BERNUSSOU, Jérôme, *Histoire et mémoire au Niger de l'indépendance à nos jours*, Toulouse, CNRS/Université de Toulouse-le-Mirail, 2009.

- BETI, Mongo, *Main basse sur le Cameroun. Autopsie d'une décolonisation*, Paris, Maspero, 1972, rééd. Paris, La Découverte, 2010.
- BIGO, Didier, *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*, Paris, Karhala, 1988.
- BRUNSCHWIG, Henri, *L'Avènement de l'Afrique Noire, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1963.
- BUIJTENHUIJS, Robert, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984) : la révolution introuvable*, Paris/Ra Leiden, Karhala/Afrika-Studiecentrum, 1987.
- CHAFER, Tony, et KEESE, Alexander, *Francophone Africa at Fifty*, Manchester, Manchester University Press, 2014.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2003.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, et DUPAQUIER, Jean-François, *Burundi 1972. Au bord des génocides*, Paris, Karhala, 2007.
- Comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique*, t. VIII : *L'Afrique depuis 1935*, Paris, UNESCO, 1988.
- Congo 1960 : échec d'une décolonisation*, préface de Colette Braeckman, Bruxelles, André Versaille, 2010.
- COOPER, Frederick, *Africa since 1940: The Past of the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 ; *L'Afrique depuis 1940*, trad. Christian Jeanmougin, Paris, Payot, 2008, rééd. poche 2012.
- CORNÈDE, Martine, « Politique d'ouverture des fonds coloniaux », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 313-320.
- CORREAU, Laurent, *Goukouni Weddeye. Témoignage pour l'histoire du Tchad*, RFI, 2008.
- DARD, Olivier, *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Perrin, 2005.
- DELTOUBE, Thomas, DOMERGUE, Manuel, et TATSITSA, Jacob, *Kamerun! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique*, Paris, La Découverte, 2011.
- DECALO, Samuel, *Psychoses of Power: African Personal Dictatorships*, Boulder (Colo.)/ London, Westview Press, 1998.
- DE WITTE, Ludo, *L'Assassinat de Lumumba*, Paris, Karhala, 2000.
- DINMMADJI DE PARSAMBA, Arnaud, *Ngarta Tombalbaye. Parcours et rôle dans la vie politique du Tchad (1959-1975)*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- DURAND, Pierre-Michel, *L'Afrique et les relations franco-américaines des années soixante. Aux origines de l'obsession américaine*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- ELKINS, Caroline, *Britain's Gulag. The Brutal End of Empire in Kenya*, London, Jonathan Cape, 2005.
- EL MECHAT, Samia, et RENUCCI, Florence, *Les Décolonisations au XX<sup>e</sup> siècle. Les hommes de la transition. Itinéraires, actions et traces*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- EVARD, Camille, « Le chef de bataillon François Beslay, un officier hors-cadre. Des méharistes coloniaux à l'armée nationale mauritanienne », dans Jean-Pierre Bat



- et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 173-186.
- FAES, Géraldine, et SMITH, Stephen, *Bokassa I<sup>er</sup>, un empereur français*, Paris, Calmann-Lévy, 2000.
- FALIGOT, Roger, *Tricontinentale. Quand Che Guevara, Ben Barka, Cabral, Castro et Hô Chi Minh préparaient la révolution mondiale (1964-1968)*, Paris, La Découverte, 2013.
- GALIBERT, Didier, *Les Gens de pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoires (1956-2002)* (2009), 2<sup>e</sup> éd. revue et augmentée, Paris, Karthala, 2011.
- GÉRARD, Claude, *Les Pionniers de l'indépendance*, Paris, Inter-continents, 1975.
- GIFFORD, Prosser, et LOUIS, William Roger (dir.), *Decolonization and African Independence: The Transfers of Power (1960-1980)*, New Heaven/London, Yale University Press, 1988.
- GLASER, Antoine, et SMITH, Stephen, *Ces messieurs Afrique. Le Paris-village du continent noir*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.
- , *Comment la France a perdu l'Afrique*, Paris, Calmann-Lévy, 2005, rééd. Paris, Hachette littératures, coll. « Pluriel », 2006, nouvelle éd., Paris, Pluriel, 2014.
- GRAH MEL, Frédéric, *Félix Houphouët-Boigny. Biographie*, Abidjan/Paris, CERAP/Maisonneuve et Larose, t. 1, *Le Fulgurant Destin d'une jeune proie (?-1960)*, 2003 ; t. 2, *L'Épreuve du pouvoir (1960-1980)*, 2010 ; t. 3, *La Fin et la suite*, 2010.
- JENNINGS, Eric, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014.
- LAZARUS, Neil (dir.), *Penser le postcolonial, introduction critique*, Paris, Amsterdam, 2006.
- LE HUNSEC, Mathieu, *La Marine nationale en Afrique depuis les indépendances : cinquante ans de diplomatie navale dans le golfe de Guinée*, Vincennes, Service historique de la Défense, 2011.
- LEWIN, André, *Ahmed Sékou Touré (1922-1984) : président de la Guinée de 1958 à 1984*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- MARINHO, António Luís, *Operação Mar Verde. Um documento para a história*, Lisboa, Temas e Debates, 2006.
- MATEUS, Dalila Cabrita, *A PIDE/DGS na Guerra Colonial (1961-1974)*, Lisboa, Terramar, 2004.
- M'BAYE, Saliou, « Le CAOM : un centre d'archives partagées ? », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 291-299.
- , *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal (1956-2000)*, Dakar, chez l'auteur, 2012.
- MÉDARD, Jean-François (dir.), *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991.
- MEMMI, Albert, *Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres* (2004), éd. revue et augmentée d'une postface, Paris, Gallimard, 2005, rééd. coll. « Folio actuel », 2007.

- MICHEL, Marc, *Décolonisations et émergence du tiers monde* (1993), 2<sup>e</sup> éd., Paris, Hachette supérieur, 2005.
- MIGANI, Guïa, *La France et l'Afrique subsaharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance*, Bruxelles, Peter Lang, 2008.
- MORTIMER, Edward, *France and the Africans (1944-1960): A Political History*, London, Faber & Faber, 1969.
- MURPHY, Philip, *Monarchy and the End of Empire. The House of Windsor, the British Government and the Postwar Commonwealth*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- NATIVEL, Didier, et RAJAONAH, Faranirina (dir.), *Madagascar et l'Afrique. Entre identité insulaire et appartenances historiques*, Paris, Karthala, 2007.
- N'DOMBET, Wilson-André, *Partis politiques et unité nationale au Gabon (1957-1989)*, Paris, Kathala, 2009.
- NGOUPANDE, Jean-Paul, *L'Afrique sans la France. Histoire d'un divorce consommé*, Paris, Albin Michel, 2002.
- OBIANG, Jean-François, *France-Gabon, pratiques clientélares et logiques d'État dans les relations franco-africaines*, Paris, Karthala, 2007.
- PÉAN, Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.
- RABENORO, Césaire, *Les Relations extérieures de Madagascar de 1960 à 1972*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- RAISON-JOURDE, Françoise et ROY, Gérard, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar. De Monja Jaona à Ratsimandrava (1960-1975)*, Paris, Karthala, 2010.
- RAVALOSON, Jaona, *Transition démocratique à Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- SAUR, Léon, *Le Sabre, la machette et le goupillon. Des apparitions de Fatima au génocide rwandais*, [Bierges], Mols, 2010.
- SAURA, André, *Philibert Tsiranana (1910-1978), premier président de la République de Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 2006, t. 1, *À l'ombre de de Gaule*; t. 2, *Le Crépuscule du pouvoir*.
- TIQUET, Romain, « D'un État à l'autre, la stratégie du Guépard policier. Transfert total ou legs partiel des pouvoirs de police en Haute-Volta (1949-1960) » et « Hubert Kho. Premier Africain de la Sûreté voltaïque », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 125-145 et p. 199-207
- TORRENT, Mélanie, *British Decolonisation (1919-1984). The Politics of Power, Liberation and Influence*, Paris, PUF/CNED, 2012.
- VERMEREN, Pierre, *Le Choc des décolonisations. De la guerre d'Algérie aux printemps arabes*, Paris, Odile Jacob, 2015.
- VERSCHAVE, François-Xavier, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998.

- WALRAVEN, Klass Van, *The Yearning for Relief. A History of the Sawaba Movement in Niger*, Leiden, Brill, 2013 ; *Le Désir du calme : l'histoire du mouvement Sawaba au Niger*, trad. fr., Rennes, PUR, 2017.
- WALTON, Calder, *Empire of secrets. British Intelligence, Cold War and the Twilight of Empire*, London, HarperPress, 2013.
- WAUTHIER, Claude, *Quatre présidents et l'Afrique : de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand. Quarante ans de politique africaine*, Paris, Éditions du Seuil, 1995.

## HISTOIRE DES OUTRE-MER

- ALDRICH, Robert, et CONNELL, John, *The Last Colonies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- , *French overseas Frontiers: Départements et territoires d'outre-mer*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- AUDIGIER, François, « Les gaullistes et la Nouvelle-Calédonie de l'après-guerre à 1981 », *Revue juridique, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie*, 4, 2004, p. 61-68.
- , « Jacques Foccart, un conseiller très influent au service d'une certaine idée de l'Outre-Mer (1965-1969) », dans Paul de Deckker (dir.), *Figures de l'État dans le Pacifique*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 195-210.
- , « Les réseaux Foccart en Outre-Mer à la fin de la IV<sup>e</sup> République, une étude de cas : le capitaine de gendarmerie mobile Dargelos », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 358-359, 2008, p. 59-75.
- BONIN, Hubert (dir.), « Mayotte : un enjeu ultramarin », n° 374-375 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2012, p. 5-99.
- COMBEAU, Yves, *L'Île de la Réunion dans le XX<sup>e</sup> siècle : un itinéraire français dans l'océan Indien (colonie, département, région)*, [Saint-Denis]/[Saint-André], CRESOI/Océan éditions, 2009.
- [Commission temporaire d'information et de recherche historique], *Rapport à Madame la ministre des Outre-mer sur les événements de décembre 1959 en Martinique, de juin 1962 et de mai 1967 en Guadeloupe*, Paris, La Documentation française, 2016<sup>8</sup>.
- CONSTANT, Fred, et DANIEL, Justin (dir.), *1946-1996 : Cinquante ans de départementalisation outre-mer*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- DANIEL, Justin (dir.), *Les Outre-mer à l'épreuve du changement : réalités et perspectives des réformes territoriales*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- DUBOIS, Colette, *Djibouti 1888-1967. Héritage ou frustration?*, Paris, L'Harmattan, 1997.

8 Co-auteurs : Benjamin Stora, Michelle Zancarini-Fournel, Jacques Dumont, Laurent Jalabert, Louis-Georges Placide, Serge Mam Lam Fouck, Edenz Maurice et Sylvain Mary. Le rapport est en ligne sur le site internet de la Documentation française : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000717.pdf>

- , « Jacques Foccart et Ali Aref. Un mariage d'intérêt ? », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 35-49.
- DUMONT, Jacques, *L'Amère Patrie. Histoire des Antilles françaises au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2010.
- DUMONT, Jacques, BÉRARD, Benoît, et SAINTON, Jean-Pierre (dir.), « Les territoires de l'histoire antillaise », n° 378-379 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2013.
- GAUVIN, Gilles, *Michel Debré et l'île de la Réunion. Une certaine idée de la plus grande France*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2006.
- IDRISS, Mamaye, « Mayotte département, la fin d'un combat ? Le mouvement populaire mahorais : entre opposition et francophilie (1958-1976) », *Afrique contemporaine*, 247, 2013/3, p. 119-135.
- GUYON, Stéphanie, « Des "Primitifs" aux "Autochtones", savoirs ethnologiques et politiques publiques en Guyane de 1946 à nos jours », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 49-70.
- HACHEZ-LEROY, Florence, « Étude d'une relation ambiguë : Foccart et l'entreprise Pechiney », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 163-170.
- JALABERT, Laurent, *La Colonisation sans nom. La Martinique de 1960 à nos jours*, Paris, Les Indes savantes, 2007.
- , « Les sources de l'histoire de l'Outre-mer sous la V<sup>e</sup> République : abondance et diversité pour une histoire en construction », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 354-355, 2007/1, p. 285-303.
- LACHAISE, Bernard, « Le RPR et l'Outre-Mer (1981-1986) », dans Jean-Marc Regnault (dir.), *François Mitterrand et les territoires français de Pacifique (1981-1988). Mutations, drames et recompositions : enjeux internationaux et franco-français*, Paris, Les Indes savantes, 2003.
- MAM LAM FOUCK, Serge, *Histoire générale de la Guyane française, des débuts de la colonisation à la fin du XX<sup>e</sup> siècle*, Cayenne, Ibis Rouge, 2010.
- MARY, Sylvain, *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. Le RPF sous l'œil de Jacques Foccart*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- , « La genèse du service militaire adapté à l'outre-mer. Un exemple de rémanence du passé colonial dans la France des années 1960 », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 132, octobre-décembre 2016, p. 97-110.
- , « Guerre froide et anti-impérialisme dans la "Méditerranée américaine". La France et les Antilles-Guyane face à la Révolution cubaine : enjeux internationaux », *Cahiers d'histoire immédiate*, 2017/1, à paraître.
- MAURICE, Edenz, « Le préfet face aux enseignants autonomistes en Guyane de 1946 au tournant des années 1960. Une inédite rencontre administrative en contexte post-colonial », *Politix*, 2016/4, p. 53-79.
- MOHAMED-GAILLARD, Sarah, *L'Archipel de la puissance ? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1992*, Bruxelles, Peter Lang, 1998.

- , « Du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides au Vanuatu : deux métropoles pour une indépendance », *Journal de la Société des océanistes*, 133, 2011, p. 309-321.
- , « Pierre Messmer, ministre de l'Outre-mer (1971-1972) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 242-251.
- REGNAULT, Jean-Marc, *Pouvanaa a Oopa, victime de la raison d'État. Les documents parlent*, Moorea, Les Éditions de Tahiti, 2003.
- , *Conclusions de la mission confiée à Jean-Marc Regnault par l'Assemblée de la Polynésie française: éléments pour une révision du procès de Pouvanaa A Oopa*, Assemblée de la Polynésie française, 2012.
- , « Gouverneurs du Pacifique (1958-1977) », dans François Audigier, Bernard Lachaise, Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 261-282.
- SAINTON, Jean-Pierre, *La Décolonisation improbable. Cultures politiques et conjonctures en Martinique et en Guadeloupe (1943-1967)*, Pointe-à-Pitre, Jasor, 2012.
- TRÉPIED, Benoît, « La décolonisation sans l'indépendance? Sortir du colonial en Nouvelle-Calédonie (1946-1975) », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 7-27.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, « Émotions antillaises, émotion de l'historienne, au prisme de l'histoire postcoloniale et des relations internationales », dans Antoine Marès et Marie-Pierre Rey (dir.), *Mémoires et émotions : au cœur de l'histoire des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2014, p. 247-257.

## POLITIQUE GAULLISTE ET HISTOIRE DU RENSEIGNEMENT

- AUDIGIER, François, *Histoire du SAC : la part d'ombre du gaullisme*, Paris, Stock, 2003.
- , « Le SAC de 1968 à 1974, une officine de renseignement politique? », dans Sébastien Laurent (dir.), *Politiques du renseignement*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2009, p. 109-136.
- AUDIGIER, François, LACHAISE, Bernard, et LAURENT, Sébastien (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013.
- BERTRAND, Christophe, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016.
- BRUYÈRE-OSTELLS, Walter, *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2014.
- CHIARADIA, Éric, *L'Entourage du général de Gaulle (1959-1969)*, Paris, Publibook, 2011.
- FALIGOT, Roger, GUISEL, Jean, et KAUFFER, Rémi, *Histoire politique des services secrets français, de la seconde guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012.
- FAURE, Claude, *Aux services de la République. Du BCRA à la DGSE*, Paris, Fayard, 2004.

- FORCADE, Olivier, « Michel Debré et les fins politiques du renseignement 1959-1962 », dans Serge Berstein, Pierre Milza et Jean-François Sirinelli (dir.), *Michel Debré, Premier ministre (1959-1962)*, Paris, PUF, 2005, p. 489-513.
- , « Objets, approches et problématiques d'une histoire française du renseignement : un champ historiographique en construction », *Histoire, économie, société*, 2012/2, p. 99-110.
- , « Les réformes du renseignement en France 2007-2012 », *Annuaire français de relations internationales*, 14, 2013, p. 617-631.
- , « Le renseignement dans la Seconde Guerre mondiale », dans Alya Aglan et Robert Frank (dir.), *1937-1947 : la guerre-monde*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2015, t. 1, p. 881-912.
- , « La guerre secrète du XIX<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle » dans Christophe Bertrand, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016, p. 31-35.
- FORCADE, Olivier, *et alii* (dir.), *Militaires en République (1870-1962). Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.
- GENESTE, Pascal, « Les papiers Foccart aux Archives nationales », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 78, avril-juin 2003, p. 157-162.
- , « Jacques Foccart ou la politique africaine de la France gaullienne », dans Philippe Oulmont et Maurice Vaïsse (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014, p. 184-195.
- HACHEZ-LEROY, Florence (dir.), « Foccart, entre France et Afrique », n° 30 des *Cahiers du Centre de recherches historiques*, octobre 2002.
- LACHAISE, Bernard, LE BÉGUEC, Gilles, et THOMAS, Jean-Paul (dir.), *Mai 1958, le retour du général de Gaulle*, Rennes, PUR, 2010.
- LAURENT, Sébastien, « Pierre Messmer et la gestion de la crise : le ministre des Armées, la sécurité militaire et le SDECE (1960-1970) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 225-237.
- , « Le gaullisme et la "communauté du renseignement" sous la IV<sup>e</sup> et la V<sup>e</sup> République, quand "l'État secret" s'impose en pouvoir politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 331-352.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Les espions français parlent. Archives et témoignages inédits des services secrets*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, cat. expo. Paris, Archives nationales, 4 novembre 2015-28 février 2016, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015.
- LAVROFF, Dimitri-Georges (dir.), *La Politique africaine du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Pédone, 1981.

- NICK, Christophe, *Résurrection. Naissance de la V<sup>e</sup> République, un coup d'État démocratique*, Paris, Fayard, 1998.
- NOUZILLE, Vincent, *Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la Maison-Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents, 1958-1981*, Paris, Fayard, 2009.
- OULMONT, Philippe, et VAÏSSE, Maurice (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014.
- PÉAN, Pierre, *L'Homme de l'ombre. Éléments d'enquête autour de Jacques Foccart, l'homme le plus mystérieux et le plus puissant de la V<sup>e</sup> République*, Paris, Fayard, 1991.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- SOUTOU, Georges-Henri, et ROBIN-HIVERT, Émilie (dir.), *L'Afrique indépendante dans le système international*, Paris, PUPS, 2012.
- TRICAUD, Sabrina, *L'Entourage de Georges Pompidou : institutions, hommes et pratiques*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2014.
- TURPIN, Frédéric, « Jacques Foccart et le secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 8, mai-août 2009.
- , *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique : décoloniser et coopérer (1958-1974)*, Paris, Les Indes savantes, 2010.
- , « Jacques Foccart, le conseiller politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 185-196.
- , « Le poids du facteur colonial dans les conceptions de la puissance du général de Gaulle », dans Éric Bussière, Isabelle Davion, Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.), *Penser le système international. Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou*, Paris, PUPS, 2013, p. 169-176.
- , *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, Paris, CNRS éditions, 2015.
- VAÏSSE, Maurice, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998.
- , *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.
- , *Comment de Gaulle fit échouer le putsch d'Alger*, Bruxelles, André Versaille, 2011.

## ŒUVRES DE FICTION

- CÉSAIRE, Aimé, *Une saison au Congo* (1966), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2011.
- CONCHON, Georges, *L'État sauvage*, Paris, Albin Michel, 1964.
- KOUROUM, Ahmadou, *En attendant le vote des bêtes sauvages* (1998), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2000.
- MANCHETTE, Jean-Patrick, *L'Affaire N'Gustro* (1971), Paris, Gallimard, coll. « Folio policier », 1999.

## FILMS DOCUMENTAIRES

*Bokassa I<sup>er</sup>, empereur de Françafrique*, d'Emmanuel Blanchard, Program33 et ECPAD, 2010 (60 min.).

*Cameroun. Autopsie d'une indépendance*, de Gaëlle Le Roy et Valérie Osouf, Program33, 2008 (52 min.).

*Foccart, l'homme qui dirigeait l'Afrique*, de Cédric Tourbe, K'IEN production, 2010 (90 min.).

*Françafrique*, 1. *La Raison d'État*, 2. *L'Argent roi*, de Patrick Benquet, Compagnie des Phares et Balises, 2010 (deux fois 80 min.).

*Histoire de l'outre-mer*, de Christiane Succab-Goldman, JEM-Productions, 2011 :  
1. *L'Héritage colonial* (53 min.), 2. *Les Turbulences de la décolonisation* (54 min.),  
3. *L'Ère de la mondialisation*, (54 min.).

*Histoires secrètes du Biafra : Foccart s'en va en guerre*, de Joël Calmettes, Point du Jour, 2001 (52 min.).

406

*L'Île veilleuse. Aimé Césaire, une voix pour l'histoire*, d'Euzhan Palcy, Les Cavales de la nuit (54 min.).

*Mai 1967, la répression policière en Guadeloupe*, de Xavier-Marie Bonnot et François-Xavier-Guillerm, France Télévisions, 2013 (54 min.).

*Pouvanaa, l'élu du peuple*, de Marie-Hélène Villierme, Tuatau Production, 2012 (90 min.).

*Les Présidents et l'outre-mer. Amours et désamours (1958-2012)*, de Félix Olivier, France Ô, 2014 (deux fois 55 min.).

*Tirailleur, président, général. Eyadéma du Togo*, d'Éric Deroo, Zaradoc-Les Films du Village, 2001 (52 min.).



## NOTICES BIOGRAPHIQUES

**François Audigier** est professeur à l'université de Lorraine. Spécialiste d'histoire politique, il a notamment publié *Histoire du SAC. La part d'ombre du gaullisme* (Stock, 2003) et *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, avec Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (Nouveau Monde éditions, 2013). Il coordonne actuellement le programme ANR VIORAMIL consacré aux violences et radicalisations militantes en France des années 1980 à nos jours.

**Laurence Badel** est professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Panthéon-Sorbonne, membre de l'UMR SIRICE et du LABEX EHNE. Ses travaux portent sur les cultures diplomatiques de l'Europe et sur les relations extérieures de l'Union européenne en particulier avec la sphère asiatique. Elle a publié *Diplomatie et grands contrats. L'État français et les marchés extérieurs au XX<sup>e</sup> siècle* (Publications de la Sorbonne, 2010) ; « From one globalization to the next: Diplomatic practices and new international relations », dans V. Génin, M. Osmont, T. Raineau (dir.), *Reshaping Diplomacy. Networks, Practices and Dynamics of Socialization in European Diplomacy since 1919* (Peter Lang, 2016) ; « Interrégionalisme, rivalités économiques et cultures diplomatiques : une approche historique du processus Asie-Europe (ASEM) », dans S. Santander (dir.), *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent* (Peter Lang, 2016) ; « La France et Singapour dans les années 1990 entre interrégionalisme, intérêts économiques et enjeux globaux », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 26 (mai-août 2015).

**Françoise Banat-Berger**, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservatrice générale du patrimoine, est directrice des Archives nationales.

**Arthur Banga** est docteur en histoire de l'École pratique des hautes études (EPHE) de Paris et de l'université Houphouët-Boigny d'Abidjan. Spécialiste de l'histoire des relations franco-ivoiriennes, il a publié plusieurs articles sur l'histoire de la défense ivoirienne. Il est enseignant-chercheur au département d'histoire de l'université Houphouët-Boigny.

**Jean-Pierre Bat**, archiviste paléographe (École nationale des chartes), agrégé d'histoire et docteur de l'université Panthéon-Sorbonne, chercheur au CNRS

et au centre Jean-Mabillon (École nationale des chartes). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique centrale, il est détaché aux Archives nationales comme chargé d'études « Afrique » et responsable du fonds Foccart. Il est l'auteur du *Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours* (Gallimard, 2012), *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique* (Nouveau Monde éditions, 2015), *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État* (Tallandier, 2016) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

408

**Walter Bruyère-Ostells** est professeur des universités à Sciences Po Aix (CHERPA). Il enseigne également à l'École de l'Air et à l'École des commissaires des armées. Ses recherches portent sur les combattants non-conventionnels et sur la violence de guerre. Il a récemment publié : *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989* (Nouveau Monde éditions, 2014), *French Mercenaries, Violence and Systems of Domination in Sub-Saharan Africa* (The Edwin Mellen Press, 2016) et a coordonné le dossier « L'outil militaire au service de l'influence française en Afrique subsaharienne », *Relations internationales* (2016).

**Nicolas Courtin** est rédacteur en chef adjoint de la revue *Afrique contemporaine*, et chargé de mission à la direction Études, recherches et savoirs de l'Agence française de développement. Il prépare une thèse de doctorat d'histoire sur l'Académie militaire d'Antsirabé et la formation des élites militaires à Madagascar. Cofondateur du Groupe d'études sur les mondes policiers en Afrique (GEMPA), ses recherches portent sur les forces armées, le renseignement en Afrique, et les institutions pénales (police, gendarmerie, prison) en situation coloniale. Il a dirigé, avec Jean-Pierre Bat, *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)* (PUR, 2012) et dirige actuellement avec Jean-Pierre Bat et Vincent Hiribarren un ouvrage sur l'histoire du renseignement impérial (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle) (2017, à paraître).

**Olivier Dard** est professeur à l'université Paris-Sorbonne. Spécialiste d'histoire politique, notamment des droites radicales en France et en Europe, il est notamment l'auteur de *Voyage au cœur de l'OAS* (Perrin, 2005 et 2011), *Bertrand de Jouvenel* (Perrin, 2008). Il a dirigé avec Daniel Lefeuvre, *L'Europe face à son passé colonial* (Riveneuve, 2009), et, avec François Cochet, *Subversion, anti-subversion et contre-subversion* (Riveneuve, 2010).

Docteur en histoire contemporaine de l'université Panthéon-Sorbonne, **Camille Evrard** est actuellement chercheur *post doc* au Labex « Structuration des mondes sociaux » de l'université Toulouse Jean Jaurès, et est associée aux laboratoires Framespa et IMAf. Ayant soutenu une thèse sur l'histoire de l'armée en Mauritanie, elle travaille également sur le cas nigérien. Ses recherches concernent autant l'histoire de l'empire colonial français en Afrique sahélo-saharienne, en particulier celle des politiques de l'ordre, que l'histoire des forces armées et de sécurité dans le cadre de la construction des États post-coloniaux.

**Olivier Feiertag** est professeur à l'université de Rouen. Il est spécialiste d'histoire des relations monétaires et financières internationales au xx<sup>e</sup> siècle. Il a récemment publié, avec Michel Margairaz, *Les Banques centrales et l'État-nation* (Presses de Sciences Po, 2016).

Professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Paris-Sorbonne, **Olivier Forcade** est membre de l'UMR SIRICE, dont il est le directeur adjoint, et du LABEX EHNE. Il a récemment publié *La Censure en France pendant la Grande Guerre* (Fayard, 2016). Il a dirigé, avec Rainer Hudemann, Fabian Lemmes et Johannes Grossmann, un programme de recherche franco-allemand ANR-DFG consacré aux déplacements de population à la frontière franco-allemande (1939-1945), *Evakuierungen im Europa der Weltkriege* (Metropol Verlag, 2014).

Spécialiste de l'histoire de l'Océanie et de l'Outre-mer français, **Sarah-Mohamed Gaillard** est maître de conférences à l'INALCO. Elle a notamment publié *L'Archipel de la puissance? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1998* (Peter Lang, 2010) et *Histoire de l'Océanie de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours* (Armand Colin, 2015)

**Pascal Geneste**, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservateur en chef du patrimoine, est directeur adjoint des Archives départementales de la Gironde. Responsable des archives de la présidence de la République à la section du xx<sup>e</sup> siècle des Archives nationales (notamment les fonds Pompidou, Giscard d'Estaing, Chirac et Foccart) de 2001 à 2011, il est l'archiviste du président Valéry Giscard d'Estaing. Il est l'auteur des *Archives de la présidence de la République. Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)* (Somogy/Archives nationales, 2007) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

Professeur à l'École normale supérieure d'Abidjan et chercheur à la fondation Félix-Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, **Frédéric Grah Mel** est l'auteur de plusieurs biographies consacrées à Alioune Diop, à Félix Houphouët-Boigny ou au cardinal Bernard Yago.

**Charly Jollivet** est doctorant en archivistique et ATER à l'université d'Angers. Ses recherches portent sur les archives dans les pays et territoires de la zone Sud-Ouest de l'océan Indien.

410 Archiviste paléographe, conservatrice du patrimoine, **Anne Leblay-Kinoshita** est docteure en histoire et civilisations. Actuellement chef de la mission Archives de la Bibliothèque nationale de France, ses travaux portent sur l'histoire de l'immigration et sur l'histoire des archives. Notamment auteur de « L'enseignement espagnol à Paris sous la Restauration et la monarchie de Juillet » (*Revue d'histoire de l'éducation*, 139, 2013) et co-auteur de « Destructures, reconstitutions, instructions. Les leçons de l'année 1940 au ministère des Affaires étrangères » (dans *1940, l'empreinte de la défaite, Témoignages et archives*, PUR, 2014).

**Anna Konieczna** est docteur en histoire de Sciences Po (2013) et ATER en histoire à l'Université Paris-Est Créteil. Elle a été *Deakin Visiting Fellow* à St Antony's College à l'Université d'Oxford (2015-2016). Ses recherches portent sur l'histoire de la politique étrangère de la France en Afrique « hors champ » et sur l'histoire du mouvement anti-apartheid européen.

**Sébastien-Yves Laurent**, politologue et historien, est professeur à l'université de Bordeaux. Ses travaux portent sur l'exercice de la sécurité par l'État. Il a récemment publié *l'Atlas du renseignement. Géopolitique du pouvoir* (Presses de Sciences-Po, 2014) ; dirigé *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle* (Nouveau Monde éditions, 2015) ; et co-dirigé avec Bertrand Warusfel *Transformations et réformes de la sécurité et du renseignement en Europe* (Presses universitaires de Bordeaux, 2016).

**Sylvain Mary** est agrégé d'histoire et doctorant ATER en histoire à l'université Paris-Sorbonne. Sa thèse, sous la direction d'Olivier Forcade, porte sur la politique française de départementalisation Outre-mer à travers l'exemple des Antilles (1944-1981). Il a été, par ailleurs, membre de la commission temporaire d'information historique du ministère des Outre-mer en 2015 et 2016. Il a publié *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. La RPF sous l'œil de Jacques Foccart* (L'Harmattan, 2014).

Archiviste paléographe (École nationale des chartes), **Saliou M'Baye** est directeur honoraire des Archives nationales du Sénégal qu'il a dirigées de 1977 à 2005, et professeur à l'université Cheikh Anta Diop. Il est l'auteur de *Histoire des institutions coloniales françaises en Afrique de l'Ouest 1816-1960* (Dakar, 1991) et de *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal 1956-2000* (Dakar, 2012).

**Guia Migani** est maître de conférences à l'université François Rabelais de Tours. Lauréate du prix Espoir 2006 de la fondation Charles-de-Gaulle, elle a notamment publié *La France et l'Afrique sub-saharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance* (Peter Lang, 2008) et, plus récemment, *Les Années Barroso*, avec Éric Bussière (Tallandier, 2014).

Agrégé et docteur en histoire, spécialiste de la vie politique et des institutions de l'Océanie, **Jean-Marc Regnault** est maître de conférences honoraire (HDR Université Bordeaux Montaigne), chercheur associé à l'université de la Polynésie française. Récemment organisateur ou co-organisateur de plusieurs colloques dans le cadre du réseau-Asie/Océanie du CNRS (« L'Océanie convoitée » à Paris en 2015 et à Papeete en 2016, actes à paraître), il a notamment publié *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique : 1981-1988* (Les Indes savantes, 2003) et *L'ONU, la France et les décolonisations tardives. L'exemple des terres françaises d'Océanie* (Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2013).

**Mélanie Torrent** est maître de conférences en études britanniques et du Commonwealth à l'Université Paris Diderot et membre du laboratoire de recherches sur les cultures anglophones (UMR 8225). Elle est membre de l'Institut universitaire de France et *Senior Research Fellow* à l'Institute of Commonwealth Studies. Elle est l'auteur de *Diplomacy and Nation-Building: Franco-British Relations and Cameroon at the End of Empire* (I.B. Tauris, 2012) et a co-dirigé, avec Claire Sanderson, *La Puissance britannique en question : diplomatie et politique étrangère au XX<sup>e</sup> siècle / Challenges to British Power Status: Foreign Policy and Diplomacy in the 20th Century* (Peter Lang, 2012). Ses recherches portent sur l'histoire connectée des fins des empires européens en Afrique et la politique étrangère britannique depuis la seconde guerre mondiale.

**Frédéric Turpin** est professeur d'histoire des relations internationales à l'université de Savoie (Chambéry) où il est titulaire d'une chaire Senghor pour la francophonie. Il a notamment publié *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique. Décoloniser et coopérer (1958-1974)* (Les Indes savantes, 2010) et *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir* (CNRS éditions, 2015).

**Klaas van Walraven** est professeur à l'Université de Leiden (Pays-Bas). Spécialiste du Niger, il a notamment publié *The Yearning for Relief: A History of the Sawaba Movement in Niger* (Brill, 2013).

**Pierre Vermeren** est professeur d'histoire du Maghreb contemporain à l'université Panthéon-Sorbonne, auteur d'une *Histoire du Maroc depuis l'indépendance* (4<sup>e</sup> éd., La Découverte, 2016). Il a également publié *Le Choc des décolonisations, de la guerre d'Algérie aux printemps arabes* (Odile Jacob, 2015).

TABLE DES ABRÉVIATIONS  
DES CENTRES D'ARCHIVES ET DE DOCUMENTATION

ABCEAO	Archives de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Paris)
AMAE	Archives du ministère des Affaires étrangères (La Courneuve)
AN	Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine)
ANM	Archives nationales de Madagascar (Antananarivo)
ANMT	Archives nationales du monde du travail (Roubaix)
ANOM	Archives nationales d'Outre-mer (Aix-en-Provence)
CAEF	Centre des archives économiques et financières (Savigny-le-Temple)
CHETOM	Centre d'histoire et d'études des Troupes d'Outre-mer (Fréjus)
CNDRS	Centre national de documentation et de recherche scientifique (Comores)
FNSP	Fondation nationale des sciences politiques (Paris)
NLA	National Library of Australia (Canberra)
TNA	The National Archives (Kew, Londres)
SHD	Service historique de la Défense (Vincennes)

421

JACQUES FOCCART: ARCHIVES OUVERTES Table des abréviations

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Pour l'ensemble des documents reproduits dans l'ouvrage, excepté l'annexe cartographique: © Archives nationales (France).





## TABLE DES MATIÈRES

Préface.....	7
Françoise Banat-Berger	
Introduction. Jacques Foccart, une vie politique .....	9
Olivier Forcade	

### PREMIÈRE PARTIE PORTRAITS D'ACTEURS

Foccart face à ses sources.....	25
Jean-Pierre Bat	
René Journiac, « le Foccart de Giscard »? .....	49
Pascal Geneste	
Félix Houphouët-Boigny, le ministre français qui est devenu chef d'État en Côte d'Ivoire.....	65
Frédéric Grah Mel	

### DEUXIÈME PARTIE LA DÉCOLONISATION À LA LUMIÈRE DU FONDS FOCCART

La coopération militaire et les enjeux de défense en Afrique de l'Ouest : les cas de la Mauritanie et de l'Entente .....	81
Arthur Banga & Camille Evrard	
Symphonie militaro-sécuritaire sur la Grande Île. Madagascar et l'ordre foccartien ...	97
Nicolas Courtin	
Jacques Foccart et le Niger : le briseur du Sawaba dupé par les militaires (1958-1974) .....	117
Klaas van Walraven	
Bob Denard : les archives d'un mercenaire foccartien.....	133
Walter Bruyère-Ostells	
« Chasse gardée » au Cameroun ? Le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et la gestion des sphères d'influence française et britannique en Afrique de l'Ouest.....	145
Mélanie Torrent	

La France, l'Afrique et la connexion marocaine.....	163
Pierre Vermeren	
Refaire le procès d'une victime tahitienne de la Grandeur. Quête et requête en faveur de l'innocence du député Pouvanaa a Oopa.....	177
Jean-Marc Regnault	
Les archives des rues Oudinot et Monsieur au prisme de Foccart.....	191
Anne Leblay-Kinoshita	

TROISIÈME PARTIE  
LA « MÉTHODE FOCCART »

Foccart, l'OAS et l'extrême droite.....	203
Olivier Dard	
Jacques Foccart et le Service d'action civique.....	219
François Audigier	
Foccart au miroir du SDECE des années 1960 : entre « pré carré » africain et guerre froide .....	231
Sébastien-Yves Laurent	
Politique de l'urgence contre la décolonisation. Foccart, conseiller présidentiel pour les départements d'Outre-mer (1958-1974).....	239
Sylvain Mary	
L'apport du fonds Foccart pour l'histoire des Comores (1958-1974).....	255
Charly Jollivet	
Jacques Foccart : pourquoi la légende noire? .....	265
Frédéric Turpin	

QUATRIÈME PARTIE  
AFFAIRES DIPLOMATIQUES  
& DIPLOMATIE D'AFFAIRES

La politique du franc CFA (1959-1974) : le tournant de la décolonisation monétaire .....	287
Olivier Feiertag	
La CEE et l'Afrique, quel projet de développement pour la coopération eurafricaine? (1958-1972) .....	309
Guia Migani	
Les enjeux de la « francophonie économique » : les voies renouvelées de l'influence française au tournant des années 1960-1970 .....	323
Laurence Badel	

Le nickel calédonien, un levier de la puissance française en Océanie (1958-1974)..	341
Sarah Mohamed-Gaillard	
L'Afrique du Sud, un partenaire particulier pour le « dialogue » .....	353
Anna Konieczna	
Conclusion. Ouvrir les archives de la Françafrique. . . . .	369
Saliou Mbaye	
Cartes .....	373
Jacques Foccart en quelques dates .....	383
Plan de l'inventaire du fonds Foccart aux Archives nationales.....	385
Bibliographie .....	393
Notices biographiques .....	407
Index .....	413
Table des abréviations des centres d'archives et de documentation .....	421
Crédits photographiques .....	422
Table des matières .....	423

